ÉLECTIONS MUNICIPALES ET COMMUNAUTAIRES

15 ET 22 MARS 2026

DOUARNENEZ SOLIDAIRE

PROGRAMME

sommaire

> ENSEMBLE, FAISONS VIVRE LA DÉMOCRATIE p. 5
* ASAMBLES, ROOMP BUHEZ D'AN DEMOKRATELEZH

1. CONSEIL DES JEUNES, LES CITOYENS ET CITOYENNES DE DEMAIN
KUZUL AR RE YAOUANK, KEODEDOURIEN HA KEODEDOUREZED AN DAZONT
2. CONSEIL DES SAGES
KUZUL AR RE FUR
3. COMMISSIONS EXTRA-MUNICIPALES
BODADOÙ TRAKÊR
4. RIC LE RÉFÉRENDUM D'INITIATIVE CITOYENNE
RIK REFERENDOM WAR INTRUDU AR GEODEDOURIEN
5. UNE PRISE EN COMPTE DES PRÉOCCUPATIONS DES HABITANT·ES LORS DES CONSEILS MUNICIPAUX
TEUREL PERZH E PREDER AN ANNEZIDI DA VARE AR C'HUZULIOÙ-KÊR
6. DES ASSEMBLÉES DE QUARTIER
BODADENNOÙ KARTER
7. CRÉATION DE BUDGETS PARTICIPATIFS
KROUIÑ BUDJEDOÙ PERZHIAÑ
8. UNE MAISON DES ASSOCIATIONS ET UN LIEU PLUS VISIBLE POUR LES SYNDICATS
UN TI EVIT AR C'HEVREDIGEZHIOÙ HAG UL LEC'H MUIOC'H WAR WEL EVIT AR SINDIKADOÙ
9. DOUARNENEZ SOLIDAIRE ADHÉRERA À LA CHARTE ANTICOR
DOUARNENEZ KENGRET A SINO KARTA ANTICOR
10. MURS D'EXPRESSION LIBRE
MOGERIOÙ DA EZTEUREL EN E FRANKIZ

> DYNAMISER LA POLITIQUE LOCALE DE LOGEMENT p. 11
* KAS WAR-RAOK POLITIKEREZH LEC'HEL AL LOJAÑ

> URBANISME ET LOGEMENT p. 13
* KÊRAOZOURIEZH HA LOJEIZ

> UN PROJET DE SANTÉ TERRITORIAL GARANT DU DROIT À LA SANTÉ POUR TOUTES ET TOUS p. 15
* UR RAKTRES YEC'HED EVIT AR VRO EVIT MA VEFE ROET GWIR D'AR YEC'HED D'AN HOLL

1. DÉVELOPPER L'ATTRACTIVITÉ DU TERRITOIRE POUR L'INSTALLATION DE MÉDECINS
DIORREN DESACHUSTED AN TIRIAD EVITAR VEDISINED

2. ÉLABORER, ACCOMPAGNER ET DÉVELOPPER LES OUTILS D'UNE VÉRITABLE POLITIQUE DE SANTÉ SUR LE TERRITOIRE
SEVEL, AMBROUGAÑ HA DIORREN OSTIL HOÙ UR GWIR BOLITIKEREZH YEC'HED EVIT AR VRO

3. AFFIRMER UN SOUTIEN POLITIQUE AUX STRUCTURES PUBLIQUES DE SANTÉ DU TERRITOIRE
EMBANN UR SOUTEN POLITIKEL DA ENSAVADURIOÙ PUBLIK AR YEC'HED ER VRO

> URGENCE ÉCOLOGIQUE ET JUSTICE SOCIALE p. 17
* POENT BRAS KEMER E KONT AN EKOLOGIEZH HAG AR JUSTIS SOKIAL

FACE À L'URGENCE ÉCOLOGIQUE
DIRAK AR REUZIAD EKOLOGEL

NOTRE PROGRAMME, NOTRE PROJET
HOR PROGRAMM, HOR RAKTRES

> AGRICULTURE, TERRES AGRICOLES URBAINES ET PÉRIURBAINE p. 18
* LABOUR-DOUAR, DOUAROÙ LABOUR-DOUAR E KÊR HAG E TROGÊR

> ALIMENTATION ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE p. 20
* BEVAÑS HA SURENTEZ BOUEDEL

> POLLUTION DES EAUX & ALGUES VERTES
* SAOTRADUR AN DOUR & BEZHIN GLAS

NOS ENGAGEMENTS
HON ENGOUESTLOÙ

NOS ACTIONS
HON OBEROÙ

> TRANSPORTS ET MOBILITÉS p. 25
TREUZDOUGEN HA FIÑVUSTED

> GESTION DES DÉCHETS p. 26
* OBER WAR-DRO AL LASTEZ

> BIODIVERSITÉ – AVENIR DE LA PLANÈTE p. 28
* BEVLIESSEURTED – DAZONT AR BLANEDENN

> UNE POLITIQUE AU SERVICE DE L'ÊTRE HUMAIN p. 29
* UR POLITIKEREZH E SERVIJ AN DUD

DES MESURES SOCIALES À ENGAGER RAPIDEMENT
DIVIZOÙ SOKIAL DA GEMER BUAN

ENFANCE ET JEUNESSE : LE PARI DE L'AVENIR
BUGALEAJ HA YAOUANKIZ : DANVEZ AN DAZONT

NOUS AGIRONS AU SEIN DE DOUARNENEZ-COMMUNAUTÉ POUR :
OBERIANT E VIMP E-BARZH DOUARNENEZ-KUMUNIEZH EVIT :
POUR LA JEUNESSE, NOUS VOULONS :
EVIT AR YAOUANKIZ E FELL DEOMP :

> BIEN VIVRE ENSEMBLE - PRÉVENTION, MÉDIATION, RELATION DE CONFIANCE DANS L'ESPACE PUBLIC p. 31
* BEVAÑ MAT ASAMBLES – DIZARBENN, HANTEROURIEZH, KAOUT FIZIAÑS ER SPASOÙ PUBLIK

CAMPAGNE DE PRÉVENTION CONTRE LES VIOLENCES INTRA-FAMILIALES ET VSS
KOULZAD DIZARBENN A-ENEP DA FEULSTERIOÙ DIABARZH AR FAMILHOÙ HAG AR FRR

CAMPAGNES DE PRÉVENTION ET DE SENSIBILISATION AUX DANGERS DES ADDICTIONS : TABAC, DROGUES, ALCOOL, JEUX...
KOULZADOÙ DIZARBENN HA KIZIDIKAAT OUZH DAÑJERIOÙ AN ADIKT ADURIOÙ : BUTUN, DRAMMOÙ, ALKOOL, C'HOARIOÙ

FORMATIONS
STUMMADURIOÙ

CAMÉRAS DE SÉCURITÉ
KAMERAIOÙ SURENTEZ

ET POUR BIEN VIVRE ENSEMBLE
HAG EVIT BEVAÑ MAT ASAMBLES

> POULDAVID : UN QUARTIER HISTORIQUE À RÉHABILITER p. 34
* POULDAHU : UR C'HARTER ISTOREL DA WELLAAT

> LES FINANCES DE DOUARNENEZ p. 36
* ARC'HANTEREZH DOUARNENEZ

QUE SAVONS NOUS DE LA SITUATION
PETRA A OUZOMP EUS STAD AN TRAOÙ

UNE GESTION RESPONSABLE ET RIGOUREUSE EST NOTRE ENGAGEMENT
MERAÑ EN UN DOARE KIRIEK HA STRIZH EO HON ENGOUESTL

NOS AUTRES ENGAGEMENTS BUDGÉTAIRES
HON ENGOUESTLOÙ BUDJED ALL

NOS OBJECTIFS
HOR PALIOÙ

> L'ÉCONOMIE ET L'EMPLOI AU CŒUR DE NOTRE PROJET p. 38
* AN EKONOMIEZH HAG AN IMPLIJOÙ E-KREIZ HOR RAKTRES

> ÉNERGIES, MAÎTRISE ET ÉCONOMIE p. 42
* ENERGIEZHIOÙ, MESTRONI HAG ESPERN

> SPORT ET NAUTISME POUR TOUTES ET TOUS p. 44
* SPORTOÙ HA MERDEIÑ EVIT AN HOLL

1- UN AVENIR MARITIME POUR DOUARNENEZ
UN DAZONT WAR-ZU AR MOR EVIT DOUARNENEZ

2- LE BASSIN DE PÊCHE ET LE FLIMIOU
AR PORZH PESKETA HAG AR FLIMIOU

3- LE PORT-RHU : POUR UN NOUVEL ESPACE DE VIE NATURELLE, ÉCONOMIQUE ET SOCIALE
AR PORZH-RHU : EVIT MA VO UR SPAS NATUREL, EKONOMIKEL HA SOKIAL NEVEZ

4- UNE PLAISANCE OUVERTE À TOUTES ET TOUS
AR BAGEAL D'AN HOLL

5- LE PORT-MUSÉE, UN TRÉSOR À REDÉCOUVRIR ET À VALORISER
AR PORZH-MIRDI, UN TEÑZOR DA ADDIZOLOIÑ HA DA DALVOUDEKAAT

6- UNE CULTURE MARITIME ET NAVALE PARTAGÉE
UR SEVENADUR MOR HA BAGEAL DA RANNAÑ

7- PAS DE TAPIS ROUGE POUR LES PAQUEBOTS DE CROISIÈRE !
TAPIS RUZ EBET D'AR MORDREIZHERIOÙ BALE !

> TOUTES VOILES DEHORS POUR LES CULTURES ! p. 48
* DEOMP WAR-RAOK EVIT AN HOLL SEVENADURIOÙ !

CONSTAT
STAD AN TRAOÙ

LES LIGNES DE FORCE D'UNE POLITIQUE CULTURELLE À DOUARNENEZ
NERZHIOÙ UR POLITIKEREZH SEVENADUREL E DOUARNENEZ

LES PERSPECTIVES DE NOTRE MANDAT
AR PEZH A WELOMP EVIT HOR RESPET

UN PRINCIPE CARDINAL : LA SANCTUARISATION DES SERVICES PUBLICS CULTURELS
UR BENNAENN A-BOUEZ : GWAREZIÑ SERVIJOÙ PUBLIK AR SEVENADUR

> YEZH HA SEVENADUR BREIZH ER VRO p. 51
* LANGUE ET CULTURE BRETONNES SUR NOTRE TERRITOIRE

SETU HON ENGOUESTLOÙ : :

> LANGUE ET CULTURE BRETONNES SUR NOTRE TERRITOIRE
* YEZH HA SEVENADUR BREIZH ER VRO 63

NOUS NOUS ENGAGEONS À :

> ENSEMBLE, FAISONS VIVRE LA DÉMOCRATIE

* ASAMBLES, ROOMP BUHEZ D'AN DEMOKRATELEZH

Quand chaque habitant·e se sent légitime à exercer son pouvoir de citoyen·ne sur l'action municipale, la démocratie existe vraiment. Pour la porter à Douarnenez, nous sommes une équipe motivée et proche de la population.

Nous voulons restaurer la confiance et l'échange permanent entre les douarnenistes et leurs élu·es en activant de nouveaux outils démocratiques :

- conseil municipal des jeunes, conseil des sages, réunions publiques ;
- espaces d'expression libre dans la ville ;
- mise en débat au conseil municipal d'une question portée par pétition ;
- consultation par référendum pour les projets structurants ;
- commissions extra-municipales pour co-construire les grands projets, avec pouvoir décisionnaire ;
- un « budget participatif » pour les projets de quartier et soutien aux initiatives citoyennes ou d'éducation populaire ;
- le tout en transparence, en rendant compte régulièrement de notre mandat.

Nous maintiendrons une vigilance constante contre toute discrimination et pour le respect de l'égalité entre les femmes et les hommes dans l'ensemble des dispositifs publics et des sphères de décision.
La démocratie, quelle que soit sa déclinaison, ne s'improvise pas : elle s'apprend et s'exerce effectivement

NOS ENGAGEMENTS :

Un climat de confiance doit être restauré entre les habitant·es et leurs élu·es par un échange permanent garantissant la transparence.
Le conseil municipal sera composé d'une équipe investie, représentative et proche de la population, animatrice de la vie politique pour associer les habitant·es à la vie municipale.
L'opposition municipale sera pleinement associée aux travaux et décisions municipales.
La municipalité s'engage à la transparence : accessibilité aux données publiques et leur interprétation) si nous voulons tout·es avoir les mêmes informations et décider en toutes connaissances de cause.
Favoriser l'expression libre : panneaux d'expression libre dans les quartiers, au centre des immeubles, diffusion vidéo des conseils municipaux...
Pour les décisions prises directement par les élu·es pour la gestion courante des affaires municipales, les citoyen·nes pourront prendre connaissance de toutes les délibérations et réagir aux projets en amont lorsque à chaque fois que possible .
Donner une visibilité continue sur l'avancement des projets et des réunions participatives : l'importance du compte rendu (disponible sur internet et consultables en mairie) dans la démarche démocratique ! Il nous faudra la construire ensemble, se l'approprier, pour enfin l'enraciner dans notre fonctionnement quotidien.

Voici un florilège du champ des possibles. Il ne s'agit pas de nos propositions définitives pour la ville, mais de pistes de réflexions que nous pourrons explorer ensemble. Il est important de les avoir en tête pour se donner un cap.

Nos propositions d'actions concrètes avec une mise en place progressive et grâce à votre implication.

1. CONSEIL DES JEUNES, LES CITOYENS ET CITOYENNES DE DEMAIN

1. KUZUL AR RE YAOUANK, KEODEDOURIEN HA KEODEDOUREZED AN DAZONT

Les enfants ou les jeunes sont élu·es parmi des volontaires dans le cadre scolaire pour deux ans, en respectant la parité. Ils seront accompagnés par un animateur·trice et/ou les enseignant·es, pour co-construire avec les élu·es des projets de leur choix. L'équipe municipale pourra saisir ce conseil pour tout projet concernant les jeunes douarnenistes et la réussite de ce dispositif résultera d'un partenariat fort entre les services de la commune et les établissements scolaires.

En savoir plus > Association Nationale des Conseils d'Enfants et de Jeunes

Coût : 0 euro

2. CONSEIL DES SAGES

2. KUZUL AR RE FUR

Nous sommes conscients de l'enjeu que représente l'inestimable valeur humaine et le vivier d'énergie que sont les « aîné·es », et nous devons puiser dans ce vivier de compétences et d'expériences et solliciter leurs conseils et leurs regards apaisés sur les enjeux actuels et à venir. Le Conseil des sages est à l'écoute de la population pour toutes suggestions constructives. Il est une instance de réflexion et de propositions mais n'impose aucune décision.Avant chaque réunion du conseil municipal, **le Conseil des sages est consulté sur les affaires en cours.** Parallèlement, il travaille **sur des projets et des thèmes qui lui sont confiés** par le Conseil municipal **ou qu'il initie lui-même.**

En savoir plus > Fédération des Villes et Conseils des Sages (FVCS)

Coût : 0 euro

3. COMMISSIONS EXTRA-MUNICIPALES

3. BODADOÙ TRAKÊR

Des commissions extra-municipales, pour co-construire les grands projets d'investissement, pourront être dotées d'un pouvoir décisionnaire par le Conseil municipal. Celui-ci s'engage à voter les décisions prises pour garantir le respect de nos objectifs écologiques et économiques, faire vivre la démocratie permanente, veiller au respect de l'égalité entre les femmes et les hommes, lutter contre les discriminations et les conflits d'intérêts.
Une commission extra-municipale est constituée de citoyen·nes concernées par le sujet traité, des citoyen·nes inscrit·es sur les listes électorales tiré·es au sort et volontaires, des élu·es pour assurer le lien avec le Conseil municipal, des techniciens qui

garantissent la faisabilité des propositions et de tous les partenaires susceptibles d'enrichir le débat, les connaissances, les expériences.

Un moment de formation et d'information objective sera nécessaire pour mettre en commun les savoirs, travailler en conscience et partager un même langage.

Coût : 0 euro

CONCRÈTEMENT :
Nous souhaitons mettre en place une commission extra-municipale sur le projet du stade Lesteven. Dans la commission : élu·es, collectif des associations, techniciens, partenaires. En partant de la proposition des associations usagères du lieu (Drac, CAP, Tir, Semelles Douarnenistes, Club d'Athlétisme et vélo), puis étude de faisabilité, recherche des partenariats financiers (CT, fédération des clubs…) et création d'un comité de suivi durant la durée du chantier. **Et nous n'entendrons plus jamais ce cri dans les gradins : « Attention à l'amiaaaante »** dès qu'un ballon en prend la direction.

5. MURS D'EXPRESSION LIBRE
5. MOGERIOÙ DA EZTEUREL EN E FRANKIZ

Le centre social de Kermarron montre le chemin par la mise en place dès cet automne 2025 d'un **mur d'expression** libre. Ces initiatives seront consultées plusieurs fois par an. Le délégué de quartier fera des retours réguliers lors de réunions publiques en fonction de ce qui est inscrit. **C'est un endroit ou tout au long de l'année il sera possible de donner un avis ou faire des propositions, signées ou anonymes.**

Cela complétera les temps de permanence des délégués de quartiers. Temps pendant lesquels les habitant·es peuvent rencontrer le référent mairie. Nous mettrons en place une communication plus large des permanences des élu·e·s dans les quartiers pour permettre aux habitant·e·s de s'organiser pour être là si il et elles le peuvent, ou de mandater un·e voisin·e pour rendre compte d'une situation par exemple.

Coût : 0 euro

4. RIC LE RÉFÉRENDUM D'INITIATIVE CITOYENNE
4. RIK REFERENDOM WAR INTRUDU AR GEODEDOURIEN

Chacune de ces initiatives citoyennes pourra aboutir à sa mise en débat au conseil municipal ou à un referendum d'initiative citoyenne (RIC). Un conseiller municipal sera référent RIC : nous avons la chance d'avoir dans notre liste une personne qui fait partie du groupe de travail finistérien sur le RIC et qui travaille depuis plusieurs mois sur cette question.

https://www.labodemocratieouverte.org/wp-content/uploads/2020/11/ric-local.pdf

Coût : 0 euro

5. UNE PRISE EN COMPTE DES PRÉOCCUPATIONS DES HABITANT·ES LORS DES CONSEILS MUNICIPAUX
5. TEUREL PERZH E PREDER AN ANNEZIDI DA VARE AR C'HUZULIOÙ-KÊR

Il sera possible de **mettre en débat au conseil municipal une question portée par**

pétition par au moins 150 habitant·es, sans passer par un·e élue comme ce doit être le cas aujourd'hui. Selon les modalités plus précises à définir avec les agents et technicien·e.s municipaux, les habitants auront ainsi l'occasion de s'exprimer via, par exemple une plate-forme sur le site internet ou en présentant la demande directement à la mairie ou à la communauté de communes, tout en laissant aux élus le temps de préparer des réponses claires et complètes.

Nous souhaitons mettre en place un **« quart d'heure citoyen ».** C'est une pratique instaurée dans certaines municipalités. Il permettra aux citoyens de poser leurs questions à la fin des séances du conseil ou pendant une pause prévue à cet effet.

Il est important de trouver un équilibre entre la gestion des débats et l'expression citoyenne. En instaurant des dispositifs adaptés, nous pouvons encourager la **participation** tout en maintenant une **organisation fluide** des conseils municipaux**.**

Chaque conseil sera enregistré puis le fichier sera déposé sur le site internet de la mairie. Les élu·es ne pourront pas se défausser des discours tenus et chacun·e pourra, en fonction de son emploi du temps, l'écouter si et quand il/elle le souhaite.

Coût : 0 euro

6. DES ASSEMBLÉES DE QUARTIER
BODADENNOÙ KARTER

Des élu·es, délégués de quartier, auront en charge la constitution et l'animation des Assemblées de quartier. Ils siégeront au sein du Bureau municipal et référeront directement au Maire. **La constitution d'une Assemblée de quartier, sous la responsabilité du délégué, est ouverte au volontariat** de toutes les associations, aux habitant·es, y compris à ceux qui n'ont pas le droit de vote comme les jeunes de moins de 18 ans ou les étrangers résidant à Douarnenez, aux entrepreneurs, commerçants, artisans, à toutes celles et ceux désireux d'agir et de participer aux mieux vivre dans la ville.
À défaut d'un nombre suffisant de membres, un tirage au sort sur les listes électorales sera sollicité par l'Assemblée.

Pourront également y être associés à tout moment et suivant les besoins, les spécialistes des services municipaux et communautaires, les services de l'État, de la Région, du Département et toute personne ou structure jugée pertinente par les membres de l'Assemblée.
Une enveloppe annuelle participative sera attribuée à chaque Assemblée de Quartier en fonction de sa population. Elle sera destinée à la réalisation de projets portés par la population au sein d'une Assemblée de Quartier. Le délégué de quartier et les membres de l'Assemblée seront les garants du respect des valeurs démocratiques et républicaines de chaque projet.

L'enveloppe globale sera votée par le conseil municipal au moment du budget, à hauteur de 100 000€. Sur la base des 14 158 habitants = 7,06 € par habitant (arrondi à 7€). La répartition par quartier serait la suivante :

Douarnenez => 3819 hab = 26 723€
Ploaré => 4154 hab = 29 078€
Pouldavid => 1217 hab = 9 413€ (avec un bonus de 894€ résultat de l'arrondi à 7€)
Tréboul => 4968 hab = 34 776€

Si les sommes allouées ne sont pas intégralement consommées au cours de l'exercice, le résiduel pourra être cumulé avec la dotation suivante. Les Assemblées peuvent décider d'additionner plusieurs dotations pour réaliser un projet important, avec toutefois l'engagement d'une comptabilité à zéro lors du dernier exercice du mandat, l'objectif étant de réaliser les projets portés par les habitants, pour les habitants.

Ces Assemblées sont des instances de travail et de débat collaboratifs entre les habitant·es, les élu·es, les services publics et les parties prenantes, associations, entreprises impliquées, sur la gestion des quartiers et de la ville. Tous les sujets peuvent y être abordés.

Un Conseil des Assemblées de Quartier, Conseil des Jeunes et Conseil de Sages, se réunira chaque année pour mettre en commun les initiatives de chacun, les projets, les attentes et les réflexions en fédérant les forces vives de la ville. De ce Conseil pourrait naître des initiatives partagées au bénéfice de toute la ville.

7. CRÉATION DE BUDGETS PARTICIPATIFS
7. KROUIÑ BUDJEDOÙ PERZHIAÑ

Assemblées de quartier : les assemblées de quartiers se constituent et décident, (comme expliqué au point n°6), un budget leur est alloué annuellement au prorata du nombre d'habitant·es;

Projet « Coup de pouce », en complément des investissements et actions menés directement par la commune et les assemblées de quartiers : pour proposer directement des projets avec en contrepartie une restitution à définir avec le porteur de projet. Les habitant·es, dès 12 ans, peuvent suggérer des projets innovants qui répondent mieux à leurs besoins quotidiens. Nous pourrions prévoir des catégories de projet, comme le voyage, l'invention, la création artistique, l'entreprenariat, l'écologie, la solidarité, la rue, etc. Chaque année, il y aurait un vote des habitant·e·s de toute la ville pour chaque rubrique.

PAR EXEMPLE

Un espace botanique/ jardin peut être proposé par quelques voisin·es. Un voyage peut être demandé par un groupe de passionné·e·s de différents quartiers de la ville qui souhaitent faire du lien avec une autre région autour de sujet qui concerne aussi notre ville. Ou un jeune de 14 ans, seul, peut demander cette aide financière pour voir que son prototype de sous-marin artisanal qui sert à étudier nos fonds marins voit le jour.

En annexe : proposition de règlement de budget participatif et de dossier de candidature
Pour aller plus loin, à propos des budgets participatifs :
Comprendre les budgets participatifs http://lesbudgetsparticipatifs.fr/, avec l'exemple de Brest

Coût : 20 000 euros/ an

8. UNE MAISON DES ASSOCIATIONS ET UN LIEU PLUS VISIBLE POUR LES SYNDICATS
UN TI EVIT AR C'HEVREDIGEZHIOÙ HAG UL LEC'H MUIOC'H WAR WEL EVIT AR SINDIKADOÙ

Nous nous engageons à créer une Maison des associations, dans un lieu à

définir. Nous chercherons un lieu d'accueil mieux adapté pour accéder aux permanences des organisations syndicales et autres structures sociales.

9. DOUARNENEZ SOLIDAIRE ADHÉRERA À LA CHARTE ANTICOR
9. DOUARNENEZ KENGRET A SINO KARTA ANTICOR

L'association ANTICOR fait 30 propositions pour des communes plus éthiques.

PAR EXEMPLE :

→ « Mettre en place des mécanismes de détection des conflits d'intérêts afin d'indiquer, avant chaque séance plénière, les élus qui doivent se déporter »
→ « Désigner un référent déontologue »
→ « Nommer un référent alerte éthique »
→ « Mettre en ligne le montant des indemnités perçues par chaque conseiller municipal»
→ « Rendre publique l'assiduité des conseillers municipaux aux séances plénières »
→ « Permettre aux élus minoritaires d'exercer leur droit à la formation, à l'information et à l'expression. »
→ « Interdire aux élus et aux agents publics d'accepter tout cadeau ou avantage d'une entreprise. » La loi ne permettant pas de révoquer un·e élu·e, en cas de manquement grave au manifeste des valeurs ou au code éthique, il/elle s'engage à démissionner.

Coût : 0 euro

Cette démocratie, nous devrons la penser et la construire ensemble, faire preuve de vigilance, de patience, d'humilité : la démocratie est un exercice exigeant. Personne ne peut devenir un·e expert·e en claquant des doigts.
Elle peut être fragilisée par l'urgence, les convictions des un·es et des autres.
Elle doit être sans cesse tentée pour la voir éclore.

> DYNAMISER LA POLITIQUE LOCALE DE LOGEMENT

* KAS WAR-RAOK POLITIKEREZH LEC'HEL AL LOJAÑ

L'accès à un logement abordable et de qualité est la condition première d'une insertion dans la société. Agir pour une offre de logements diversifiée, c'est favoriser l'accueil d'une population nouvelle dont Douarnenez a besoin.

Les collectivités locales ont un rôle majeur d'impulsion pour développer une politique locale dans ce domaine et faciliter le parcours des Douarnenistes en recherche de logement. Au sein de Douarnenez Communauté, détentrice de la compétence logement, nous créerons un guichet unique du logement pour rendre plus accessible toute l'information des locataires sur leurs droits, et les aider dans leurs recherches et accompagner les propriétaires dans la gestion et la rénovation de leur bien.

NOS PROPOSITIONS :

- conserver l'existence de **Douarnenez-Habitat** comme outil de rénovation urbaine et d'investissement social, mais **rétablir le lien décisionnel rompu** entre l'office et les collectivités,
- développer le plus possible les opérations de **Bail à Réhabilitation** portées par Dz Habitat,
- **rendre anonyme les attributions** de logement pour en finir avec le clientélisme et s'opposer à la vente des HLM à la découpe,
- **soutenir la création de nouveaux logements sociaux** en fléchant une partie des Droits de Mutation perçus par la Ville en **« aide à la pierre »,**
- **lutter contre le logement indigne** et contre la précarité énergétique,
- **poursuivre la taxation incitative** pour remettre **300 logements vacants** sur le marché de la location,
- rétablir les **actes administratifs par le service de l'urbanisme**, pour réduire les coûts d'achat immobilier (supprimés par Mme Poitevin au bénéfice des notaires...),
- **favoriser l'offre locative abordable à l'année et favoriser d'habitat intergénérationnel** pour agir contre le manque de logements et l'isolement des personnes âgées ; développer les offres en **PSLA (Prêt Social Location Accession)**,
- augmenter le nombre de **logements d'urgences** et **créer un logement inconditionnel,**
- **encadrer les meublés touristiques** des multi-propriétaires pour une ville vivante, contre les volets fermés à l'année !
- **solliciter les subventions disponibles pour accompagner les habitants** dans leurs projets de rénovation,
- **nouer un partenariat fort avec un Office Foncier Solidaire** et favoriser l'extension du Bail Réel Solidaire
- **soutenir l'amélioration de la qualité des logement**s anciens et dynamiser l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat- Rénovation Urbaine (OPAH-RU),

- soutenir, au sein de l'enveloppe urbaine, la création d'écoquartiers et les constructions à faible empreinte environnementale,
- encourager les expérimentations innovantes en matière d'habitat : logements intergénérationnels, coopératives d'habitat, habitats légers...
- adapter le logement social aux nouveaux besoins (personnes âgées et handicapées ; familles recomposées),
- optimiser l'espace libéré de l'ancien lycée pour concilier habitat et développement d'activité éducative en lien avec la cité scolaire Jean-Marie Le Bris,
- répondre aux besoins des travailleurs saisonniers et des jeunes, par la **création d'un Foyer de Jeunes Travailleurs** – projet lamentablement abandonné par J. Poitevin, entraînant la perte de plus de 150 000€ de frais d'étude !

> URBANISME ET LOGEMENT
* KÊRAOZOURIEZH HA LOJEIZ

PENSER ENSEMBLE LE DOUARNENEZ DE DEMAIN : l'aménagement de notre cadre de vie concerne chacun et chacune d'entre nous.

S'il y a un domaine où une municipalité peut et doit mettre en œuvre une démocratie active, c'est bien celui là. Nous voulons construire avec vous une nouvelle vision de ce que sera Douarnenez demain et en fixer les étapes.

L'un des enjeux majeurs que nous avons devant nous, c'est d'enrayer le déclin démographique et le **vieillissement de la population.** Mais c'est aussi d'agir avec les habitant·e·s sur le cadre de vie pour préserver une ville où il fait bon vivre, en favorisant **l'inclusion sociale et la participation de toutes et tous aux choix d'aménagements urbains.**

Nous nous donnons comme objectifs de pouvoir accueillir une population nouvelle, en particulier des jeunes actifs et des familles, et de contribuer à un embellissement de notre ville par une requalification du bâti et des espaces publics.

NOS PROPOSITIONS :

Nous mettrons en place des ateliers d'urbanisme, associant les citoyennes et citoyens à l'élaboration des programmes d'aménagement, avec l'assistance de professionnels de l'urbanisme pour :
- travailler à la requalification des **entrées de ville et des zones d'activité** (comme celle de Pouldavid),
- définir les projets d'aménagement dans les différents quartiers, et en urgence nous mobiliserons nos moyens d'aménagement urbain pour **redynamiser la centralité commerciale et touristique des Quais de l'Yser.** Ce projet aura pour buts d'optimiser la gestion des espaces, de circulation et de desserte, de déambulation, de chalandise, de détente. Nous redonnerons à cet espace une dynamique de vie, sociale, commerçante, accueillante pour tout·es que l'on soit riverain, usager, visiteur maritime ou terrestre.
- proposer un nouvel usage pour des lieux et des immeubles abandonnés, stratégiques pour le développement de Douarnenez : **l'ancien Hôpital, l'usine Chancerelle, le site de l'Équipement au Rosmeur, le Paquebot de la Criée, l'emplacement de l'Usine Rouge, la ZI de Pouldavid, l'ancienne piscine à Ploaré, les bâtiments de DzCo ex Franpac à Tréboul…**
- concevoir des espaces publics partagés par toutes les générations et catégories d'usagers: accessibilité aux personnes à mobilité réduite, espaces de jeux pour enfants et de loisirs pour les jeunes, installation de bancs,…
- revitaliser les centres anciens et y **soutenir le commerce de proximité**,
- limiter au maximum l'extension urbaine, préserver les terres agricoles, favoriser la place de la nature en ville (jardins partagés, incroyables comestibles,…).
- respecter systématiquement les préconisations du commissaire enquêteur missionné sur les études d'impact environnementales pour les projets immobiliers ou projets structurants.
- préserver les trames vertes et bleues (corridors écologiques pour les animaux terrestres et aquatiques) en réalisant des connections d'habitats pour la biodiversité.
- réactualiser le Plan de Prévention des Risques Mouvements de Terrain (PPRMT), qui date de 2011.
- réactualisé le Plan communal de sauvegarde, qui date aussi de 2011.

La politique de protection du patrimoine doit respecter l'identité des quartiers anciens mais également être compatible avec les évolutions de l'habitat, les nouveaux modes de vie, les enjeux architecturaux et les exigences énergétiques. Nous nous appuierons sur le nouveau PLUIH en cours d'élaboration à DzCo.

Penser la ville de demain c'est aussi définir les priorités pour la réfection de la voirie, favoriser les mobilités douces (vélo, piétons) et le transport collectif : nous proposerons l'extension du transport urbain aux communes de Douarnenez-communauté. Nous agirons auprès de la Région pour adapter les transports inter-urbains aux besoins de désenclavement du territoire (liaisons vers Chateaulin, le Pays Bigouden, le Cap Sizun, …)

> UN PROJET DE SANTÉ TERRITORIAL GARANT DU DROIT À LA SANTÉ POUR TOUTES ET TOUS

* UR RAKTRES YEC'HED EVIT AR VRO EVIT MA VEFE ROET GWIR D'AR YEC'HED D'AN HOLL

DÉVELOPPER L'ATTRACTIVITÉ DU TERRITOIRE POUR L'INSTALLATION DE MÉDECINS.

DIORREN DESACHUSTED AN TIRIAD EVIT AR VEDISINED.

La densité de médecins généralistes sur le territoire a chuté ces dernières années : de 12 médecins pour 10 000 habitant·es à 6 médecins pour 10 000 habitant·es (contre environ 9 pour 10 000 en Bretagne et en France). Certaines spécialités de ville (cardiologie, ORL, psychiatres, pédopsychiatres, …) et de dentistes manquent à Douarnenez.

NOS ENGAGEMENTS :

-Assurer l'accès aux soins pour toutes et tous
-Développer la qualité de la prise en charge globale de chacun
-Répondre aux exigences de santé publique et individuelle

NOS PROPOSITIONS :

En nous appuyant sur les travaux et l'ingénierie du CLS (Contrat Local de Santé), sur les compétences et le réseau professionnel de la CPST (Communauté des Professionnels de Santé du Territoire), sur l'ARS (Agence Régionale de Santé), sur le Conseil de Surveillance de l'Hôpital et les médecins de ville, nous proposons :

- la création d'une cellule communautaire de communication et d'accueil dynamique envers les internes en médecine générale (hôpital, stagiaires en médecine de ville), les demandes de facilitation d'installation de médecins et paramédicaux dans les spécialités déficitaires (généralistes, spécialistes, dentistes, kinés...) : locaux adaptés, logements disponibles, opportunités de travail pour les conjoints, attractivité globale du Pays de Douarnenez.
- **la création d'une commission extra municipale pour mettre en place un Centre communautaire de santé**, répondant aux exigences d'accès aux soins, de qualité de prise en charge globale des patients (pluri-professionnelles, pratique du tiers-payant) et portant un véritable projet de santé publique et de vigilance budgétaire. **Cette commission étudiera aussi la possibilité de proposer le salariat des médecins** pour leur garantir, rémunération et qualité de vie.
- le suivi et la valorisation du travail du CLS et de son diagnostic de territoire, de la Communauté des Professionnels de Santé du Territoire (CPST), regroupement des professionnels de santé volontaires du Cap-Sizun, du territoire de Douarnenez, d'une partie du Porzay et Locronan : actions concrètes sur les pathologies prioritaires identifiées en Cornouaille Ouest.

- **la lutte contre les facteurs environnementaux toxiques pour la santé** de tous (pesticides, radon,...) **et les phénomènes d'addiction** en coordination avec le CLSPD et le CSAPA de Quimper (Centres de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie) et son antenne décentralisée de Douarnenez.
- la lutte pour la sauvegarde des services d'urgence et le retour du SMUR 24h/24. Les carences de l'État, ont pour conséquence la mise en danger des personnes et l'espérance de vie des patient·e·s, sur notre territoire et en particulier dans le Cap Sizun et le Porzay.
- le maintien d'une maison médicale de garde (MMG) et d'un CSNP (Centre de Soins Non Programmés), en lien avec l'hôpital, pour répondre à une permanence des soins de proximité et désengorger le service des Urgences.
- le maintien et développement d'un plateau technique diversifié à l'hôpital de Douarnenez : urgences, spécialités et chirurgie de premier recours, voir maternité,…), pour éviter sa lente transformation en unité de long séjour gériatrique.
- la redynamisation des débats et l'affirmation des exigences en besoins de santé du territoire, au sein du Conseil de surveillance de l'hôpital.
- de donner aux EPHAD locaux (Douarnenez, Audierne, Pont-Croix) les moyens humains et matériels d'une authentique prise en charge humaine des personnes âgées. Accompagner les revendications légitimes des personnels (soignants, techniciens, administratifs) pour travailler dans les meilleures conditions, au service des résidents.

ÉLABORER, ACCOMPAGNER ET DÉVELOPPER LES OUTILS D'UNE VÉRITABLE POLITIQUE DE SANTÉ SUR LE TERRITOIRE

SEVEL, AMBROUGAÑ HA DIORREN OSTILHOÙ UR GWIR BOLITIKEREZH YEC'HED EVIT AR VRO

NOS ENGAGEMENTS :

- définir avec les institutions concernées (ARS, CPAM, Observatoires régionaux,…) les priorités spécifiques (pas seulement nationales) du territoire en matière de soins, de prévention et de politique environnementale.
- favoriser le travail pluridisciplinaire des professionnels de santé (travail en réseaux, liens développés avec l'hôpital, dispositif ASALEE coordonnant soins infirmiers et médicaux…).
- centraliser les informations de situations de détresse sanitaire, liées à l'isolement, l'insalubrité, la pauvreté,… pour mobiliser les acteurs et les moyens d'action nécessaires.
- développer les modes de rémunération alternatifs au seul paiement à l'acte pour ces prises en charge coordonnées (réseaux de soins, maintien à domicile, prévention…).
- assurer au mieux l'accès aux soins dans toutes les communes du territoire : permanences de cabinets secondaires, services ambulants, coordination de outils informatiques…
- développer les échanges, coordonner au mieux les pratiques entre médecine de ville et (véritable) hôpital de proximité.

AFFIRMER UN SOUTIEN POLITIQUE AUX STRUCTURES PUBLIQUES DE SANTÉ DU TERRITOIRE

EMBANN UR SOUTEN POLITIKEL DA ENSAVADURIOÙ PUBLIK AR YEC'HED ER VRO

Que ce soit à l'hôpital, dans les EPHAD, au centre médico-psychologique ou encore à la médecine du travail, des décisions politiques prises au niveau national ont parfois des effets néfastes à l'échelle d'un territoire**.**

> URGENCE ÉCOLOGIQUE ET JUSTICE SOCIALE

* POENT BRAS KEMER E KONT AN EKOLOGIEZH HAG AR JUSTIS SOKIAL

Face à l'urgence écologique et à l'exigence toujours nouvelle de justice sociale, nous sommes en mouvement et en lutte : certain·es depuis longtemps, d'autres plus récemment, d'autres encore bientôt. Nous appelons à lutter tous ensemble contre un ordre du monde qui conduit à la destruction de ce monde naturel et humain : à lutter contre la dévastation de la nature, de la biodiversité, contre le bouleversement du climat, contre les pollutions de notre propre milieu et cadre de vie et leurs conséquences invisibles, silencieuses mais pourtant de plus en plus criantes sur notre santé et notre qualité de vie. Nous appelons à lutter tous ensemble contre un monde abandonné à la résignation à l'inégalité et à l'injustice sociales, où les plus fragilisés sont abandonnés, quand ce n'est pas stigmatisés, parce qu'ils ne peuvent pas, ou ne veulent pas vivre sous la norme d'une société régie par la loi de la survie et de la compétition permanentes.

Cette lutte pour notre Monde, local et global, peut et doit être menée ici, à Douarnenez ! Cette lutte ne peut être menée que tous ensemble, collectivement, dans la solidarité, l'inclusion de tous et toutes, avec la richesse de la singularité et du talent de chacun·e.

FACE À L'URGENCE ÉCOLOGIQUE,
DIRAK AR REUZIAD EKOLOGEL

Depuis **plus d'un an déjà** , nous allons à la rencontre d'habitant·es et citoyen·nes, d'associations environnementales locales, d'agriculteurs, d'acteurs économiques et d'institutions qui agissent pour ou avec la nature afin que l'écologie irrigue notre espace politique, pour que chaque thème de nos engagements se nourrisse de cette réalité, de cette urgence, et nous aide à comprendre comment toutes les questions qui nous assaillent peuvent être abordées.

Vous avez tout·es constaté·es. que malgré une pression citoyenne de plus en plus large et forte, le gouvernement recule, face aux Lobbies de l'agro-alimentaire, dans la lutte vitale contre les pesticides et ne prend pas les mesures nécessaires pour lutter contre la menace climatique. Alors même que les constats d'impact majeur sur la santé des populations sont sans appel et que les signaux du changement climatique sont de plus en plus évidents, nous souhaitons nous inscrire dans la même lignée que les villes qui agissent concrètement depuis de nombreuses années et font vivre le monde de demain, un nouveau monde dans lequel urgence écologique, santé publique et justice sociale sont indissociables.

NOTRE PROGRAMME, NOTRE PROJET
HOR PROGRAMM, HOR RAKTRES

Chacune des actions présentées ici sera initiée lors de la mandature, mais la cohérence de cette démarche s'inscrit aussi dans le temps. En plus d'actes immédiats, nous aurons le courage d'entamer des chantiers au long cours imposés par l'urgence **d'agir enfin, résolument, en nous projetant dans l'avenir, pour l'avenir et les générations futures.**

> AGRICULTURE, TERRES AGRICOLES URBAINES ET PÉRIURBAINES

* LABOUR-DOUAR, DOUAROÙ LABOUR-DOUAR E KÊR HAG E TROGÊR

Partout en France, on constate une disparition des terres agricoles et des espaces « naturels », ceux-là mêmes qui nous assurent une alimentation quotidienne, un « cadre de vie » et un bel environnement. On transporte avec des moyens polluants ce que l'on pourrait produire sur place, avec un meilleur « bilan carbone ». Afin de sortir de cette logique déjà destructrice et insoutenable à l'avenir, nous nous engageons à :

- **élaborer un programme de rachat de terres agricoles** pour installer des paysans maraîcher·es qui produisent des légumes biologiques pour la cuisine centrale des écoles, et pour tout·es les habitant·es,
- **recenser les friches urbaines et les espaces publics sur lesquels planter des comestibles** (fruitiers, légumes) et proposer une nouvelle organisation de la ville avec des espaces de culture partagés : jardins collectifs, potagers, vergers, en recourant uniquement à des variétés locales adaptées au climat de Douarnenez et demandant un entretien limité.

Pour redonner sa place à la nature en ville, nous prévoyons :

- l'instauration d'une « Charte de l'Arbre » pour sensibiliser à l'importance des arbres en milieu urbain et promouvoir leur plantation leur protection.
- de contrôler le respect de l'origine des bois d'œuvre dans tous les projets municipaux, en s'interdisant les bois issus des forêts primaires et en privilégiant les forêts durables, françaises et européennes.
- d'ouvrir, chaque fois que nous le pourrons, les îlots urbains masquant des espaces de verdure : par exemple, sur le site de l'Équipement en friche d'abandon à l'entrée du Port du Rosmeur, face à la Maison de la Sardine, en sollicitant les services de l'État propriétaire quant à son devenir.
- de préserver une végétation spontanée, en accentuant la gestion différenciée des pelouses et en développant les prairies fleuries
- d'offrir un arbre à chaque enfant à sa naissance et de planter un arbre pour chaque enfant s'installant à Douarnenez, et ainsi de lier notre présence à la nature. Ces arbres de baptême républicain verdiront des espaces publics délaissés, proposés par les Assemblées de Quartier.
- d'installer des composteurs collectifs sur les espaces de cultures urbaines, ainsi que des systèmes de récupération et de stockage d'eau de pluie.
- de rappeler aux habitant·es leur responsabilité d'entretien de leur "espace public", sur le trottoir devant chez eux, et de mettre à leur disposition des semences de fleurs, voire de légumes en lien avec des producteurs locaux, et de poursuivre l'engagement municipal pour le « Zéro Phyto ».

Parce que le monde de demain doit limiter fortement sa dépendance au pétrole :

- nous engagerons une **diminution de l'utilisation d'appareils thermiques** pour l'entretien des espaces verts.

- **nous cesserons de planter des variétés exotiques** qui demandent plus d'entretien et ont un bilan carbone plus élevé que les espèces locales.
- **nous remplacerons les bâches plastiques** par du paillage végétal.

Parce que la réduction des gaz à effet de serre, responsables du changement climatique, passe par la captation du dioxyde de carbone :

- nous mènerons une **politique de reboisement,** essentiellement à partir d'espèces indigènes et/ou comestibles tout en préservant les arbres en zone urbanisée.
- nous associerons les habitant·es qui le souhaitent aux employés municipaux formés au **changement de pratiques et chargés de l'entretien des espaces verts**, pour produire les plants destinés au reboisement.

> ALIMENTATION ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

* BEVAÑS HA SURENTEZ BOUEDEL

La production agroalimentaire représente une part très importante des émissions de gaz à effet de serre en raison notamment des transports internationaux par cargos, avions et camions. Elle pose aussi un problème avéré de santé publique dû à l'utilisation des pesticides. Notre objectif à long terme est d'atteindre l'autonomie alimentaire du territoire en circuits courts grâce à une production agroécologique plus locale. C'est là un enjeu politique majeur pour DzCo, il est et restera porté par le PAT (Projet Alimentaire Territorial). Avec tous les élus et les habitant·es du territoire communautaire, nous poursuivrons et renforcerons le PAT.

Parce que l'eau est le premier des aliments, notre bien commun vital :

- nous garantirons le **maintien de la Régie Publique des Eaux**, au service des habitants.
- nous réaliserons la **sécurisation totale de notre approvisionnement** en eau par interconnexion avec les ressources existantes sur le territoire.
- nous optimiserons les **fonctionnements de nos usines de production** et de nos ressources en eau de surface et en eau souterraine.
- nous mobiliserons ces interconnexions pour étendre nos capacités de vente d'eau vers les territoires en fragilité pour agir en solidarité territoriale et améliorer l'économie de la Régie.
- nous adapterons en permanence nos outils de production aux **évolutions réglementaires** garantissant la sécurité sanitaire de la population.
- nous protégerons, comme un bien précieux, nos ressources en eau, par la consolidation des périmètres de protection et par une étude de vulnérabilité de la ressource à l'échelle plus large de l'aire d'alimentation des différents captages de notre réseau hydrographique. Nous en déduirons les nouvelles grandes orientations à prendre pour la pérennité et l'avenir de nos ressources en eau.
- Parce que l'eau a un impact social et économique pour chaque Douarneniste, nous travaillerons à **réduire le montant de la facture d'eau** pour les petits consommateurs (<70m³) excepté pour les résidences secondaires.

Douarnenez a la chance de bénéficier d'une cuisine centrale qui s'approvisionne en partie auprès de producteurs locaux :

- **nous améliorerons encore ce formidable outil municipal** en prenant exemple sur de nombreuses villes de France qui ont une cuisine centrale dont les produits sont 100% bio, et locaux au maximum. Nous augmenterons l'offre de la ferme des Plomarc'h.
- nous nous engageons à atteindre le **100 % bio pour tous les repas servis aux cantines** scolaires à la fin du mandat.
- parce que le principal levier pour la transition vers l'agroécologie est la **restauration collective**, nous ouvrirons progressivement l'offre de notre cuisine centrale à d'autres structures collectives.
- parce que la **production de viande** a un impact très important sur l'environnement et que le bien-être animal est une préoccupation partagée par de plus en plus de personnes, nous diminuerons l'offre carnée en proposant uniquement de la viande de qualité, biologique et

locale. De même nous proposerons chaque jour la possibilité de **repas végétarien**, à valeur nutritionnelle égale.

Parce que Douarnenez a la chance d'être au bord d'une baie riche en poissons, nous accompagnerons le développement d'une petite **pêche côtière locale** afin de valoriser les circuits courts et de qualité, et de renouer avec une activité économique locale tournée vers la mer.

Pous encouragerons aussi le projet, issu des travaux du PAT, de création d'une « Cuisine Collective ». Un lieu partagé pour concevoir des propositions de repas pour les grandes manifestations, les associations mais aussi pour valoriser et transformer les productions locales, maraîchage, produits laitiers, aliments carnés dans un contexte sanitaire respecté et contrôlé.

Nous soutiendrons les cantines et marchés de quartiers, ainsi que l'installation d'une épicerie solidaire de proximité à Ploaré et à Pouldavid.

> POLLUTION DES EAUX & ALGUES VERTES

* SAOTRADUR AN DOUR & BEZHIN GLAS

La reconquête de la qualité des eaux de l'ensemble des bassins versants de la Baie doit être une priorité de la politique municipale et communautaire : elle implique un engagement et une volonté déterminés, un travail de terrain, de rencontre, de dialogue et de partage des objectifs.

Jusqu'en 2008, l'animation du Bassin versant du Ris, portant le message environnemental de la ville auprès des agriculteurs, était permanente car c'est à partir de cette ressource en eau superficielle que nous alimentons la population de Douarnenez. Les préoccupations d'alors étaient prioritairement la lutte contre les pesticides et les nitrates pour la production d'eau potable. Lors du transfert de la compétence à la Communauté de Communes en 2009 et la création de l'EPAB en 2010, ces actions de grande proximité ont rapidement disparu, rompant les liens longuement construits avec le monde agricole.

La qualité des eaux de baignade introduite par la directive 2006/7/CE a rajouté le suivi de la qualité bactériologique des eaux pour les zones autorisées à la baignade. Les profils de qualité des plages devaient être réalisés pour l'année 2011 et le suivi des paramètres bactériologiques devait permettre le classement des zones de baignade pour 2015. La plage du Ris était régulièrement classée de qualité insuffisante. Pors Cad et les Sables Blancs ont ponctuellement été classées également dans cette catégorie mais pas de manière durable. Les efforts devaient donc essentiellement porter sur le Ris.

Les sources de pollution, d'origine urbaine ou météorologique, assainissements collectif et individuels, eaux pluviales collectées sont maintenues sous haute surveillance pour prévenir leurs possibles dysfonctionnements, mais les pollutions d'origine agricole représentent 90 % de la charge bactérienne mesurée sur la plage du Ris.

Cette source de pollution bactériologique (escherichia coli et entérocoque) négligée dès le début des investigations, s'est donc avérée la plus importante.

Les actions à entreprendre d'urgence étaient connues et simples à mettre en œuvre. Il s'agissait particulièrement d'interdire l'abreuvage direct des bovins au cours d'eau, source majeure des pollutions. Mais à l'époque, le Président de l'EPAB, maire-adjoint à l'environnement, vice-président à l'eau et à l'assainissement de Douarnenez Communauté, ancien agriculteur n'a sans doute pas souhaité agir contre les intérêts de sa profession.

En 2018, les 7 élu·es de l'opposition du groupe « Initiatives citoyennes à gauche pour le Pays de Douarnenez » ont demandé au Maire en Conseil Municipal (mai 2019), d'user de ses pouvoirs de police pour interdire l'abreuvage direct au cours d'eau, comme le Code Rural l'exige, et d'inciter ses collègues des autres communes du bassin versant du Ris à faire de même. Sa réponse a été négative et argumentée par le Président de l'EPAB, maire-adjoint de Dz et Vice-Président de DzCo.

En 2019, suite à 5 années consécutives de classement en qualité insuffisante, le préfet prend un arrêté d'interdiction de baignade sur la plage du Ris pour la saison. Pour autant rien n'a changé et les dispositions du dernier arrêté préfectoral, sont notoirement insuffisantes pour éradiquer durablement les pollutions de ce bassin versant, qu'elles soient liées à la présence de contamination par les bactéries, les pesticides ou les nitrates.

Les autorisations d'extensions pour les élevages industriels porcins ont continué à être accordées systématiquement par les communes des bassins versants de la Baie (500 000 porcs autour de la Baie) et les dérogations d'épandages de lisiers dans la bande des 500 m du rivage sont encore trop souvent accordées par le Préfet.

https://www.finistere.gouv.fr/contenu/telechargement/20985/167109/file/PROTOCOLE+.pdf

Il est nécessaire de changer radicalement les orientations et d'engager réellement et résolument des actions sur le terrain :

Pour retrouver une eau potable de qualité et pouvoir nous baigner sur toutes nos plages, nous agirons avec tout·es : habitants, agriculteurs, Établissement Public d'Aménagement de la Baie (EPAB), Parc Naturel de la Mer d'Iroise (PNMI), services de l'État, communes et inter-communalité. L'enjeu majeur de notre engagement sera de porter auprès de tous nos interlocuteurs la voix d'une politique transparente volontariste et ferme représentative de à la hauteur de cette urgence vitale.

- Nous appuierons, confirmerons, et nous nous engagerons sur le Plan Algues vertes en cours, par une ambitieuse concertation avec les autres communes du bassin versant, les agriculteurs, et l'EPAB. Nous démontrerons que les mesures prises pour respecter les valeurs réglementaires permettent d'atteindre durablement l'objectif de restauration de la qualité bactériologique des eaux sur la plage du Ris.

-Longtemps négligés, d'autres cours d'eau de notre territoire sont également en très mauvais état : en particulier le Stalas, dont le flux de nitrates est le plus important de la Baie de Douarnenez, tandis que le Pénity est le cours d'eau le plus pollué de toute la Baie en micro-plastiques. Tous deux se déversent dans l'anse de Pouldavid.

Notre ambition est claire : nous ne voulons plus faire partie des huit baies bretonnes tristement connues pour la prolifération des algues vertes.

NOS ENGAGEMENTS
HON ENGOUESTIOÙ

Pour lutter contre la prolifération des algues vertes, dont les échouages sur nos plages ont été particulièrement massifs en 2025 :

- Nous siégerons dans toutes les instances décisionnaires : CLE, SAGE, EPAB, Ouest-Co, PNMI, pour défendre les intérêts de toute la population.

- Nous nous opposerons aux extensions de porcheries sur les bassins versants de la Baie, aux dérogations d'épandage de lisiers et à la destruction des talus.

- Nous soutiendrons la mission d'achat de foncier de l'EPAB (Établissement Publique d'Aménagement de la Baie) pour renforcer les périmètres de protection sur le bassin versant du Ris et du Stalas, ainsi que ses missions de reconstruction de talus et de re-méandrage des cours d'eau.

Nous veillerons particulièrement à ce que les **décisions du tribunal administratif du 13 mars 2025 de Rennes qui ordonnent à l'État de réduire la pollution aux nitrates soient strictement respectées.**

(https://www.lemonde.fr/planete/article/2025/03/13/algues-vertes-la-justice-ordonne-a-l-etat-de-reduire-la-pollution-aux-nitrates-une-victoire-et-une-etape-pour-l-association-eau-et-rivieres-de-bretagne_6580380_3244.html#:~:text=Face%20aux%20algues%20vertes%20qui,un%20jugement%20du%2013%20mars.)

NOS ACTIONS
HON OBEROÙ

Par un accompagnement technique et financier, nous veillerons à :

- établir un dialogue permanent et respectueux avec les acteurs agricoles de notre territoire,
- reboiser massivement la vallée du Ris et les zones de captage, les périmètres de protection de la ressource, les espaces agricoles en friche, pour stopper les pollutions de l'eau et préserver sa qualité,
- replanter des haies et reformer des talus pour ralentir l'érosion des sols et l'écoulement trop rapide des eaux en nous appuyant sur les capacités de l'EPAB,
- préserver des bandes enherbées tout au long des cours d'eau du Ris et de ses affluents, mais aussi du Stalas, du Pénity, et du Moulin de Pont Toullec à Pouldavid,
- interdire l'abreuvement direct du bétail dans les cours d'eau des bassins versants de la baie,
- inciter et accompagner les agriculteurs de tout le bassin versant à mettre en œuvre des pratiques agroécologiques respectueuses de l'environnement pour réamorcer la réduction des taux de nitrates (désherbage mécanique, assolement et rotation de cultures diversifiées, maintien d'une couverture végétale permanente des parcelles, protection des cultures par la lutte biologique, insecticides ou fongicides naturels en dernier recours,
- étudier la mise en place de PSE (Paiement pour Service Environnementaux) et de MAEC (Mesures agro-environnementales et climatiques) à destination des agriculteurs qui s'engageront avec nous dans l'amélioration de notre environnement,
- sécuriser à 100%, l'assainissement collectif et individuel,
- améliorer la signalisation et l'information sur les risques d'inhalation de gaz toxiques (hydrogène sulfuré H2S) et le danger de mort existant généré par la putréfaction des algues vertes échouées sur les plages.

Nous insérerons une zone tampon entre Kératry et la plage du Ris, en rétablissant le cours de la rivière dans son étalement d'origine. La zone humide ainsi créée, plantée de saules, exploitable en paillage ou en plaquettes bois énergie, servira de piège à nitrates. En ralentissant l'écoulement des eaux, elle permettra l'auto-désinfection de la rivière. Une zone de biodiversité en écran protecteur de la baie.

Au-delà des constats de contaminations diverses impactant la plage du Ris, il existe également de grandes fragilités sur nos plages urbaines et en particulier sur l'une des plus symbolique, la plage des Sables-Blancs qui peut ponctuellement être souillée par des pollutions issues de **dysfonctionnements du réseau d'assainissement collectif**.

Pour la protection sanitaire des habitants et de nos visiteurs, pour la préservation des milieux aquatiques et de la biodiversité, nous aurons le courage politique et la responsabilité de mener toutes les actions nécessaires à l'intérêt général.

Pour comprendre et aller plus loin, voici un extrait du rapport de LABOCEA disponible sur le site internet de la Mairie de Douarnenez qui indique clairement l'origine des pollutions du RIS :

> « […] Le recours à des marqueurs Bactéroïdales pour diagnostiquer l'origine humaine ou animale des contaminations d'origine fécale dans la rivière du Névet comme dans la zone de baignade a montré que l'origine bovine était prédominante. Les calculs effectués en utilisant les données de cheptel bovin à l'échelle du bassin versant ont d'ailleurs confirmé que la seule activité de pâturage pouvait rendre compte à elle-seule des concentrations en bactéries d'origine fécale mesurées dans le réseau hydrographique. Il ne s'agit pas d'un cas isolé dans le Finistère. Plusieurs autres plages caractérisées comme celle du Ris par des conditions hydrodynamiques confinées et réceptacles de rivières de grande dimension drainant des bassins à forte densité d'élevages bovins connaissent des épisodes de dégradation de leur qualité toujours très marqués par temps de pluie. […] »
> https://www.mairie-douarnenez.fr/recherche/anciennetecroissante.html?searchphrase=all&searchword=labocea

> TRANSPORTS ET MOBILITÉS
*TREUZDOUGEN HA FIÑVUSTED

Dans un environnement urbain organisé pour la voiture, nous souhaitons pouvoir vivre dans une ville plus respectueuse de chacun, plus sûre et plus saine. Les déplacements pédestres sécurisés en ville sont une priorité, car c'est un mode de déplacement écologique et une démarche de santé publique.

NOS ACTIONS
HON OBEROÙ

- Nous programmerons sur la durée du mandat un échéancier de **rénovation des trottoirs par zones de priorité.**
- À travers la compétence communautaire mobilité/transport**, nous étudierons la gratuité des transports en commun,** en testant, dans un premier temps, ses effets sur des périodes spécifiques (vacances scolaires, jour de marché, week-end…).
- Nous améliorerons, en concertation avec les habitants, **la signalétique en ville et la desserte des quartiers**, des commerces et des marchés, et, au niveau communautaire, l'extension du réseau pour les besoins des communes.
- Pour diminuer notre dépendance à la voiture et aux énergies fossiles, le vélo est une très bonne alternative, que les Douarnenistes adoptent déjà, et qui ne demande qu'à être renforcée et sécurisée. Nous poursuivrons le **développement du Plan Vélo** et des circulations douces dans la ville et nous renforcerons des liaisons vélo sécurisées vers les communes de DZCo. En nous appuyant sur *Penn Rustin'* et les Douarnenistes intéressé·es, nous encouragerons l'émergence d'ateliers participatifs d'entretien ou de réparation de vélos et l'apprentissage du vélo pour tous les enfants de 11 ans, comme le préconise le programme national « Savoir rouler à vélo ».
- Nous poursuivrons le développement du **réseau de voies cyclables**, nous améliorerons la signalisation pour la sécurité, le marquage au sol pour une meilleure visibilité et l'entretien de la Voie verte pour les déplacements vers Poullan-sur-Mer.
- Nous étendrons la possibilité de locations longue durée de bicyclettes par DzCo ainsi que le nombre d'arceaux de stationnement.
- Nous favoriserons toutes les **solutions alternatives de déplacements** doux (PédiBus, Triporteurs, et autres initiatives)
- Nous étudierons les possibilités de désengorger le **stationnement au centre-ville** et sur les quais de l'Yser les jours de marché et en période estivale, en délimitant des espaces de stationnement aux entrées de la ville ou judicieusement placés et desservis par une navette gratuite.
- Nous implanterons, en concertation avec les habitants, des **zones 30 km/h** pour diminuer la pollution sonore et atmosphérique et renforcer la sécurité sur les axes passants ou dangereux en centre ville et dans les quartiers.

> GESTION DES DÉCHETS

* OBER WAR-DRO AL LASTEZ

Notre territoire est, en certains lieux, fragilisé par l'existence d'anciennes décharges de déchets de toutes sortes, aujourd'hui enfouies depuis des décennies. Nous disposons d'un inventaire de ces sites dont nous contrôlerons, dès le début du mandat, l'exactitude et la précision.

Nous dresserons ensuite un état d'impact environnemental sur chacun d'entre eux et nous vérifierons que les usages de surface (agricole, urbain, loisir, etc.) soient compatibles avec les risques potentiels détectés. Dès notre prise de fonction, nous n'autoriserons aucun aménagement sur de telles zones, sans qu'une étude approfondie sur les sources existantes de pollution n'en ait défini les modalités et les coûts de décontamination.

Si le recyclage est désormais une pratique qui semble adoptée par une bonne partie d'entre nous, il n'en reste pas moins que de nombreux déchets se retrouvent encore dans la nature et que la récupération et le recyclage des déchets organiques restent à organiser.

Pour préserver nos espaces de vie, améliorer notre gestion des déchets, et permettre à chacune et chacun d'agir, nous souhaitons :

- limiter les déchets plastiques, notamment l'emballage et le suremballage, en multipliant les ateliers de sensibilisation au « zéro déchet », et en soutenant le commerce alimentaire local.
- réduire la production des déchets verts par une large information sur les variétés végétales à favoriser ou à déconseiller (pour les haies par exemple), et sur la valorisation des coupes et tailles.
- mener des campagnes de civisme (notamment sur les mégots, dont la décomposition en mer comme en terre est extrêmement lente).
- Douarnenez Communauté en partenariat avec le Valcor (Valorisation de Cornouaille) s'attachera à répondre à la nécessité de **collecter les bio-déchets** pour les extraire de la filière incinération et de les valoriser en inventoriant les différents filières accessibles ou en association avec d'autres intercommunalités en créant les outils adaptés à cette exigence. Nous soutiendrons les meilleures initiatives déjà existantes ou en devenir qui œuvrent en ce sens.
- installer plus de composteurs publics avec un objectif minimum par zone géographique pour s'assurer que l'offre soit suffisante.
- faire la promotion de l'eau du robinet pour diminuer les déchets plastiques en permettant aux Douarnenistes de réaliser des économies – car même avec une eau chère comme à Douarnenez, l'eau en bouteille reste 100 fois plus coûteuse que l'eau du robinet!
- travailler avec la grande distribution pour réduire l'usage des emballages plastiques et proposer systématiquement, comme la loi l'impose, des conteneurs de recyclage à la sortie des magasins.
- respecter, faire respecter la loi et limiter fortement l'affichage publicitaire en ville, qui constitue une incitation à la surconsommation et donc aux émissions de CO_2, arrêter la mise en place de mobilier urbain publicitaire.
- **établir un Règlement Local de la Publicité** (RLP) et un Règlement Local de Publicité Intercommunal (RLPI) (information auprès de l'association Paysages de France).
- **créer une coopérative municipale de mutualisation et partage d'outillages** pour les Douarnenistes, à l'image des CUMA (Coopérative d'Utilisation de Matériel Agricole), pour

réduire la production globale et optimiser l'usage de machines-outils qui ne servent généralement que très ponctuellement.
- favoriser l'installation de ressourceries sur le territoire et valoriser les zones de dépôt déjà existantes dans les déchetteries.
- favoriser les actions plage-propre pour ramasser les déchets ramenés par les courants marins.
- agir aussi à l'échelle de la Cornouaille, pour optimiser le traitement de nos déchets et tendre vers la suppression d'un incinérateur sur ce territoire.

> BIODIVERSITÉ – AVENIR DE LA PLANÈTE

* BEVLIESSEURTED – DAZONT AR BLANEDENN

Parce que l'effondrement de nombreuses espèces (butineuses par exemple) menace l'ensemble du vivant, nous devons plus que jamais préserver la biodiversité : en végétalisant et en préservant une végétation spontanée, en accentuant la gestion différenciée des pelouses et en développant les prairies fleuries par exemple. Comme on ne protège efficacement que ce que l'on connaît, nous travaillerons avec les naturalistes pour transmettre dès le plus jeune âge la connaissance du milieu dont nous sommes un élément parmi bien d'autres.

Nous réaliserons un inventaire de notre patrimoine de biodiversité à travers un **ABC** (**Atlas de la Biodiversité Communale**), pour établir un recensement exhaustif de la faune et de la flore de notre ville et pour caractériser les espèces et les milieux à enjeux.
Nous étudierons les moyens et les partenariats à mettre en place pour un tel projet sur notre territoire, en y associant les associations qui œuvrent sur ces thèmes (Bretagne Vivante, Ystopia,...), les habitants et les enfants dans leurs parcours scolaires.

De manière unanime, la communauté scientifique pointe du doigt l'utilisation massive des pesticides et certaines méthodes agricoles (notamment la suppression des talus, le labour, l'épandage de lisier) comme principales causes de la chute de la biodiversité, notamment chez les insectes et les oiseaux.

Nous sommes bien conscients que la profession agricole est prise dans un étau entre, d'un côté, les donneurs d'ordre (agro-industrie, supermarchés, PAC) qui dirigent et imposent des prix toujours plus bas, une cadence toujours plus soutenue, et de l'autre, les consommateurs qui commencent à comprendre les aberrations de ce système et exigent le respect de la santé publique, du champ à l'assiette.

Nous travaillerons en collaboration avec le monde agricole à la mise en application de pratiques qui existent déjà et qui font leurs preuves comme l'agroécologie (création d'emplois, augmentation des revenus, mieux-être au travail) et la **vente directe** (restauration d'un lien social avec les consommateurs, baisse des prix et meilleure qualité).

> UNE POLITIQUE AU SERVICE DE L'ÊTRE HUMAIN
* UR POLITIKEREZH E SERVIJ AN DUD

Pour bien vivre ensemble, ne laissons personne sur la touche. C'est notre conception des solidarités : une exigence de dignité, d'autonomie et d'insertion sociale !

DES MESURES SOCIALES À ENGAGER RAPIDEMENT :
DIVIZOÙ SOKIAL DA GEMER BUAN

- acter une véritable tarification sociale du prix de l'eau,
- évaluer la gratuité des transports en commun à service et coût équivalent par une période de test
- appliquer, pour tous les services publics du territoire (cantines, centre de loisirs, médiathèque, sports…) des tarifs en fonction du « taux d'effort », plus juste que le «quotient familial »,
- rompre l'isolement, accompagner les personnes âgées, soutenir activement les structures à vocation sociale (maintien à domicile, lien intergénérationnel, lutter contre « l'exclusion numérique »),
- s'appuyer sur le Conseil Local de Sécurité, de la Prévention, de la Délinquance (CLSPD) pour l'emploi d'éducateurs de rue,
- expérimenter la démarche « territoire zéro chômeur de longue durée »,
- proposer la création d'un centre intercommunal d'action sociale (CIAS) afin de mutualiser les actions sociales sur le Pays de Douarnenez.
- **créer un lieu de recueillement pour les cérémonies d'obsèques civiles.**

ENFANCE ET JEUNESSE : LE PARI DE L'AVENIR
BUGALEAJ HA YAOUANKIZ : DANVEZ AN DAZONT

Nous faisons confiance à la jeunesse, à sa lucidité, à son énergie et à ses engagements. Mais nous sommes aussi conscients que les discours anxiogènes qui irriguent les actualités sont aussi d'ordre et de volonté politiques, pour éloigner la jeunesse de l'action collective et favoriser le repliement sur soi et l'individualisme.

Notre objectif est de pallier, non seulement aux inégalités mais aussi à l'isolement et au repli sur soi. Nous devons offrir à chaque enfant, à chaque jeune, la possibilité de développer ses capacités, de choisir sa vie pour s'épanouir en écocitoyen autonome, responsable et solidaire.

NOS ENGAGEMENTS

- défense de l'école publique (bus, une ATSEM dans chaque classe de maternelle, lutte contre les fermetures de classes, soutien aux parents d'élèves mobilisés, cantine en 100% bio en fin de mandat, soutien aux bibliothèques avec le maintien du poste de bibliothécaire, végétalisation des cours...)

- soutien financier à toutes les écoles de manière équitable, en fonction des moyens des familles, modulation des aides extrascolaires (appel à projets et commission projets pédagogiques),
- nous serons à l'écoute des travaux du **Conseil des Jeunes** pour répondre aux attentes formulées dans tous les domaines : Loisirs, éducation, lieux de ressources ou d'apaisement,…
- nous mettrons en place une opération « **Coup de Pouce** » pour la réalisation de projets individuels ou collectifs avec une contrepartie en retour à définir en fonction du projet.

NOUS AGIRONS AU SEIN DE DOUARNENEZ-COMMUNAUTÉ POUR :
OBERIANT E VIMP E-BARZH DOUARNENEZ-KUMUNIEZH EVIT :

- augmenter les places d'accueil en fonction des naissances et arrivées sur le territoire pour la petite enfance et répondre aux besoins des familles,
- favoriser l'ouverture de maisons d'assistantes maternelles en fonction des projets des professionnel.les
- créer des aires de loisirs familiales de plein air et ombragées.
- entretenir les aires de jeux des tout-petits et remplacer les structures de jeux devenues obsolètes comme celle de la Plage du Ris par exemple

POUR LA JEUNESSE, NOUS VOULONS :
EVIT AR YAOUANKIZ E FELL DEOMP :

- soutenir les projets de formation post-bac sur notre territoire : extension du BTS audiovisuel, métiers de la mer…
- répondre aux besoins de logement des jeunes travailleurs et des saisonniers par l'ouverture d'un **Foyer de Jeunes Travailleurs** mutualisé si cela est possible avec une Auberge de Jeunesse,
- développer les initiatives sur la parentalité et avec tous les partenaires, embellir la politique jeunesse de Douarnenez-Communauté.

> BIEN VIVRE ENSEMBLE : PRÉVENTION, MÉDIATION, RELATION DE CONFIANCE DANS L'ESPACE PUBLIC

* BEVAÑ MAT ASAMBLES : DIZARBENN, HANTEROURIEZH, KAOUT FIZIAÑS ER SPASOÙ PUBLIK

PRIVILÉGIER L'HUMAIN

Nous nous appuierons sur le service de Police Municipale et nous renforcerons sa formation dans le domaine de la prévention, au travers d'une formation continue pour permettre aux interventions des agent·es de se dérouler dans les meilleures conditions possibles, en particulier sur la lutte contre toutes les formes de discriminations et les VSS par exemple. Pour une meilleure efficacité nous évaluerons **la pertinence des horaires** et nous les réorganiserons au besoin pour couvrir les moments les plus sensibles.

Nous travaillerons avec le comité de veille sociale et le CLSPD avec qui nous évaluerons les besoins en matière de prévention et de formation, notamment concernant les lieux qui accueillent du public.

CAMPAGNE DE PRÉVENTION CONTRE LES VIOLENCES INTRA-FAMILIALES ET LES VSS

KOULZAD DIZARBENN A-ENEP DA FEULSTERIOÙ DIABARZH AR FAMILHOÙ HAG AR FRR

Un problème d'insécurité qui a considérablement augmenté ces 5 dernières années : ce sont les plaintes pour violences sexuelles et les violences intra-familiales.

Nous développerons des campagnes d'affichage : panneaux publicitaires, office de tourisme, commerces, HLM, médias (Dz Mag, réseaux sociaux…) pour faire connaître les dispositifs déployés pour lutter contre ce fléau et informer sur les démarches à suivre pour les témoins et les victimes, comme : Vers qui se tourner ? Quel numéros de téléphone contacter ? Comment se déroule un dépôt de plainte ?

Nous créerons, en association **avec le Planning Familial** pour l'accueil et l'accompagnement, des logements d'Urgence supplémentaires pour mettre en sécurité les victimes.

Et parce que nous ne pouvons ignorer les situations de vie les plus difficiles, nous créerons **un premier logement inconditionnel** dès la première année du mandat.

CAMPAGNES DE PRÉVENTION ET DE SENSIBILISATION AUX DANGERS DES ADDICTIONS : TABAC, DROGUES, ALCOOL, JEUX…

KOULZADOÙ DIZARBENN HA KIZIDIKAAT OUZH DAÑJERIOÙ AN ADIKTADURIOÙ : BUTUN, DRAMMOÙ, ALKOOL, C'HOARIOÙ…

Nous inscrirons la prévention contre les addictions parmi les priorités du CLSPD (Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance) et de la Police Municipale, en coordination avec le CSAPA de Quimper (Centres de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie) et son antenne décentralisée de Douarnenez.

FORMATIONS
STUMMADURIOÙ

Contre les VSS et les discriminations : pour les élu.es et les agent.es communaux et intercommunaux et en priorité celles et ceux qui reçoivent ou sont au contact du public.

CAMÉRAS DE SÉCURITÉ
KAMERAIOÙ SURENTEZ

Nous constatons au travers du rapport coût / efficacité qu'il est difficile de justifier la poursuite de ce dispositif : installées fin 2023, qui n'a pas permis de réduire l'insécurité (mises à part les « destructions et dégradations de biens », mais qui n'ont baissées, que de 2%). Tout le reste a continué d'augmenter.

Chiffres officiels du ministère de l'intérieur :
https://ssmsi.shinyapps.io/donneesterritoriales/

Les caméras n'empêchent pas le délit/crime. Si elles peuvent identifier l'auteur d'un délit/crime, il serait plus intéressant de dépenser l'argent public de façon à les éviter. Les caméras de vidéoprotection, ne sont pas véritablement dissuasives. Elles déplacent les problèmes ailleurs. **La présence humaine couvre tous les secteurs et représente un vrai dispositif de dissuasion.**

Nous agirons en priorité sur la prévention, sur une présence plus pertinente de **la Police Municipale sur le terrain**, sur l'évolution de sa mission en ce sens et en relation avec **la Gendarmerie.**

Pour juguler le foisonnement des tags, des endroits dédiés seront consacrés à l'expression libre et à la création urbaine.

Nous étudierons et chiffrerons la possibilité de déployer des éducateurs de rue pour éviter les dérives nocturnes.

ET POUR BIEN VIVRE ENSEMBLE
HAG EVIT BEVAÑ MAT ASAMBLES

Nous nous appuierons sur les Assemblées de Quartier pour nourrir nos décisions et les adapter aux attentes du quotidien.

Nous créerons un comité de pilotage "Bien Vivre Ensemble" constitué d'élus, des associations engagées dans cette démarche, des habitant.es et des Assemblées de Quartier.

Nous soutiendrons les événements culturels et festifs partagés : concerts, fêtes de quartier, marchés solidaires, manifestations sportives et artistiques, fête des écoles.

Nous soutiendrons les ateliers interculturels et intergénérationnels : cuisines, musique, arts, sports, bricolage, lecture publique…

Nous instaurerons **une journée portes ouvertes** chaque année pour **visiter tous vos services publics** de la ville, Mairie, Comcom, Services municipaux, Médiathèque, Centre nautique, Piscine et Plaine des Sports, Tennis, Salle de billard, de ping-pong, Port-Musée, Usine d'eau, Station d'épuration, etc. **Car cet important patrimoine commun est avant tout, le notre, celui de chaque douarneniste.**

Parce que le « bien vivre ensemble » ne s'arrête pas à nos clochers, nous nous efforcerons de rétablir la confiance, la solidarité et l'intérêt communautaire au sein de Douarnenez Communauté, au sein de nos cinq communes.

> POULDAVID : UN QUARTIER HISTORIQUE À RÉHABILITER

* POULDAHU : UR C'HARTER ISTOREL DA WELLAA

L'ancien port de Pouldavid a connu d'importants réaménagements au cours de son histoire récente : rétrécissement de la ria avec la construction du pont pour le chemin de fer (fin du 19ème siècle), remblaiements de l'ancien port et busage des rivières pour y construire les HLM et la zone industrielle (années 1960).

Pendant des décennies, les activités industrielles, en particulier de conserverie, ont profondément impacté l'environnement de l'anse de Pouldavid et de la Ria de Port-Rhu. Jusqu'à la fin des années 1990, les eaux usées des usines se déversaient sans traitement dans l'anse. Près de deux tonnes de graisses animales et végétales souillaient quotidiennement les eaux de la Ria. La réalisation du barrage de mi-marée du Port-Musée (années 1990) obligea les usiniers à pré-traiter leurs eaux usées et à se raccorder à la station d'épuration communale mais modifia considérablement les paramètres hydrologiques de la Ria de Port-Rhu.

Ces réaménagements successifs ont eu d'importantes conséquences sur le patrimoine du quartier et sur son environnement.

Depuis de nombreuses années, les habitants alertent sur l'envasement de l'anse, les odeurs d'hydrogène sulfuré, les pollutions et l'instabilité du sol et des HLM. Malgré le sentiment d'abandon éprouvé par les habitants, l'association *Dahut* nous montre la voie à suivre en préconisant la **« cohabitation harmonieuse des habitants, des industriels et des entrepreneurs »**, pour repenser le quartier en termes de **« sécurité, d'environnement et de patrimoine »**.

Bien qu'incomplètes, de nombreuses études ont déjà été menées et un aménagement du square Yves Caroff a été réalisé. Il ne s'agit pas de faire de fausses promesses ni de repartir à zéro. Il nous faudra nous appuyer sur certaines réussites tout en comblant d'importantes lacunes, pour le bien de tous les habitants et de l'écosystème local.

Face à **l'urgence sanitaire et environnementale**, et à la faillite des engagements non tenus par les municipalités précédentes, et confortés par nos différentes rencontres avec les habitants et associations environnementales :

- nous proposerons, **dès le début du mandat**, la création d'une **Commission Spéciale extra-municipale au pouvoir décisionnaire**, associant les habitants, les élus, les associations environnementales, les services de l'État, du Département, de la Ville, de DzCo, et des spécialistes de chaque discipline, et aborderons, tous ensemble, les différentes problématiques qui se concentrent dans l'anse de Pouldavid.

- **ensemble, nous définirons, pas à pas, les solutions permettant de répondre aux légitimes attentes des Pouldavistes, sans occulter aucune difficulté,** qu'elle soit de nature environnementale, financière, réglementaire, de conflit d'usage, d'urbanisation, d'aménagement

hydraulique, d'intégration des effets climatiques sur la montée des eaux, de santé publique, de pollution d'origines diverses,…

Pour nous, il est indispensable qu'à l'issue des travaux de cette commission, la pérennité des solutions proposées soit durablement assurée, pour rendre à Pouldavid une sérénité de vie méritée.

Aussi, nous nous engageons :

- à doter cette commission spéciale de tous les moyens qu'elle jugerait nécessaire pour atteindre ses objectifs : scientifiques, compétences, bureaux d'études, financement, déplacements pour visiter des expérimentations ou des réalisations, etc. Avec pour objectif de produire des propositions étayées et solides dans des délais courts (1 an par exemple) avec un plan programmatique de réalisation et de financement.
- à voter en conseil municipal chacune des décisions prises par la Commission Spéciale de façon à la rendre applicable dans le cadre républicain.
- à recourir à un référendum d'initiative citoyenne (RIC), si une décision de la Commission Spéciale est de nature à avoir un impact sur les aménagements ou activités majeures existants ou sur l'urbanisation amont ou aval de la Ria,
- à respecter le résultat des votes exprimés dans le cadre du référendum d'initiative citoyenne.

Ce projet doit s'inscrire dans un plan de réaménagement du quartier, pour prendre en compte le sentiment d'abandon des habitants : nous ferons tous ensemble de la localisation de Pouldavid, en entrée de ville, un atout :

- par la desserte de transport urbain.
- par la réintroduction de services à la personne.
- par des zones de covoiturage.
- par le plan vélo.
- par un marché hebdomadaire et accompagnement à l'installation de commerces et de services de proximité.
- par la reconversion des friches industrielles.

> LES FINANCES DE DOUARNENEZ

* ARC'HANTEREZH DOUARNENEZ

En ce début d'année, nous ne disposons pas de toutes les informations financières nécessaires à l'élaboration sereine d'un projet budgétaire pour Douarnenez et ce pour deux raisons :
1) Incertitudes sur la situation réelle des finances de la Ville. Ces informations cruciales sont, pour le moment, savamment occultées par l'équipe en place.
2) Le budget de l'État n'est toujours pas arrêté et ses incidences sur les finances communales sont encore incertaines.

Au travers de la préparation du Débat d'Orientation Budgétaire, nous avons appris, que le Compte Administratif de l'année 2025, document qui rend compte de la réalité budgétaire de l'année écoulée, ne sera dévoilé qu'au mois de mai 2026, soit 2 mois après les élections, alors qu'en 2025, il était communiqué dès la mi-mars.

Y-a-t'il une volonté de cacher la réalité de la part de la Maire sortante ?
C'est une hypothèse forte, tant la situation semble similaire à celle de son prédécesseur Philippe Paul (LR) en 2014, qui avait dissimulé les résultats catastrophiques de l'année 2013, pour ne les dévoiler que 3 mois après l'élection (Budget Eau déficitaire et Budget Principal à zéro). Les bons gestionnaires ne sont de toute évidence pas de Droite.

QUE SAVONS NOUS DE LA SITUATION

PETRA A OUZOMP EUS STAD AN TRAOÙ

- Le désengagement de l'État s'amplifie et générera une perte de recettes de près de **-330 k€** en 2026 qui s'aggravera les 2 années suivantes.

- **Le résultat cumulé fin 2025** en baisse constante depuis 2022 **s'établit à 220 k€ fin 2025, alors qu'il était de 2000 k€ en 2022.** C'est très préoccupant.

- Les produits de la fiscalité (base et taux communaux) ne sont pas à la hauteur de ce qui était attendu **les pertes de 2025 s'évaluent à 250K€.**

- La dette de la commune repars à la hausse avec des gros emprunts réalisés en fin de mandat de l'ordre de **3,8 M€**. La capacité de désendettement passe le seuil d'alerte des 9 années. L'encours de la dette s'établit à **22,97 M€.**

- La CAF nette (Capacité d'Autofinancement) est au plus bas à 300 k€ alors qu'elle était encore à **1440 k€ en 2022**.

UNE GESTION RESPONSABLE ET RIGOUREUSE EST NOTRE ENGAGEMENT

MERAÑ EN UN DOARE KIRIEK HA STRIZH EO HON ENGOUESTL

Cette gestion nécessite de l'anticipation, de la réactivité, de la rigueur, de la volonté et beaucoup de travail, car il s'agit de l'argent de chaque Douarneniste et de meilleures conditions de vie au quotidien. Nous en serons les garants.

- Nous engagerons, **dès le début du mandat**, **un important travail d'audit avec la DGFiP** (Direction Générale des Finances Publiques) sur les états détaillés 2022/2025 de TF (Taxe Foncière) et sur la liste des RP(Résidence Principale), des RS(R.Secondaire) et LV(Logement Vacant) **pour un rattrapage de tout ou partie des pertes enregistrées en 2025 à hauteur de 250 K€.**

Nous solliciterons, dès le mois d'avril 2026, la Cours Régionale des Comptes et la DGFiP pour auditer la situation financière actuelle.

- **Dans les 6 premiers mois du mandat, nous renégocierons les contrats :**

=> d'Assurances qui sont annoncés en très forte hausse (+95 k€) pour en diminuer l'impact
=> - 40k€
=> de Sous-traitances extérieures qui se sont multipliés dans tous les domaines durant le mandat et reprendrons en Régie municipale les activités qui pourrait être assurées avec grande compétence par les Personnels de la commune. **Économies attendues => 80 K€**

- **Durant la première année du mandat : Nous auditerons et renégocierons si nécessaire :**

=> le contrat du SDEF (Syndicat Départemental d'Électrification) qui a généré une perte de **-310 k€** dans les recettes de dotation **afin de le réintégrer en Régie municipale**, pour un meilleur service à la population et un retour de recette de **+310 k€**. **Nous interpellerons**

également la Cours Régionale des Comptes sur les modalités de passation du contrat initial.
=> tous les contrats de **fourniture d'énergies, de carburants, de communications**.
=> tous les contrats de fournitures diverses (entretien, bureau, informatique, matériaux…)
=> tous les contrats de **prestations de contrôle** (sécurité, extincteur, levage, bâtiments, électricité,...)
=> tout l**e parc roulant de la collectivité.** Nous évaluerons sa situation et étudierons aussi les formes de financement les plus pertinentes dans les phases de renouvellement. Nous nous orienterons, à l'échelle du mandat, vers le **100 % véhicules électriques** et l'installation de bornes de recharge pour les services municipaux.

NOS AUTRES ENGAGEMENTS BUDGÉTAIRES
HON ENGOUESTLOÙ BUDJED ALL

Tout au long du mandat : nous nous engageons à une maîtrise rigoureuse des dépenses de fonctionnement et à la recherche d'économie.

AVANT LE 1ER JUILLET 2026 : NOUS INSTAURERONS LA TLPE

La TPLE : Taxe Locale sur la Publicité Extérieure- sur le périmètre communal avec deux objectifs : réduction des enseignes publicitaires ou recettes supplémentaires au budget, avec un travail d'inventaire préalable à partir du mois d'avril 2026.

- **1RE ANNÉE** :

- Renforcement des barèmes d'imposition sur les logements et commerces vacants
=> +50 k€
- **Décembre 2026** : indexation des produits de service sur l'inflation réelles
=> +70 k€
- **Mai 2026** : revalorisation des droits de place et AOP **=> +60 k€**

DÈS 2026 ET PENDANT TOUT LE MANDAT : OPTIMISATIONS FINANCIÈRES

- des placements financiers dans le respect du cadre public **=> +20 k€**
- des réduction d'énergies avec un objectif d'économie **=> +150 k€**
- des achats (avec DzCO, éco-substituts, allotissements fins,...) **=> +110 k€**
- des travaux en régie **=> +100k€**

- Valorisation du Personnel Municipal, qui œuvre pour le bien commun, par la montée en compétence. Rétablissement des formations professionnelles et restitution des capacités d'action, outillage et machines, matières premières, pour les projets municipaux.
- **Valorisation et soutien inconditionnel des énergies Associatives**, car c'est la sève de l'attractivité de notre ville, le ciment de notre citoyenneté, le pouvoir d'agir en toute chose, la solidarité, le vivre ensemble, la culture, le sport, le loisir, le savoir, l'ouverture sur le Monde, l'ouverture sur soi, l'anti solitude et l'antidote à la déshérence de l'action publique.
- **Mobilisation de toutes les sources d'aide et de subventionnement**, tant en investissement qu'en fonctionnement => Département – Région – État – Europe – Mécénat
- **Revisiter la dette et renégocier les emprunts chaque fois que cela est possible**.

- Avril 2026 : création d'une cellule de veille financière permanente, Dz & dzco pour interdire toute dérive comme dans le mandat précédent.

- Investir, pour économiser, dans la rénovation énergétique accélérée du patrimoine public bâti => **Recherche d'un retour sur investissement sur 6 ans** (un mandat).

- Investir pour des économies et de nouvelles recettes dans la **production municipale d'énergie avec des panneaux photovoltaïques,** en autoconsommation et/ou en revente, sur les bâtiments et espaces publics (sauf les églises et chapelles)
=> **Recherche d'un retour sur investissement sur 6 ans** (un mandat).

NOS OBJECTIFS
HOR PALIOÙ

=> **Dès le début du mandat**, **Améliorer et sécuriser les recettes** et simultanément, **réduire, maîtriser et optimiser les dépenses**, pour rétablir la marge brute et la CAF **et assainir durablement les finances de la commune.**

=> **Rétablir la capacité d'endettement sous le seuil d'alerte franchi en 2025 (9,5 années)**, par l'amélioration de la marge brute et la rigueur dans l'emprunt, et atteindre un objectif de **6 années à la fin du mandat.**

=> **Malgré des contraintes extérieures difficiles** et une situation très détériorée des finances municipales en 2025, ces résultats permettrons de rétablir les marges de manœuvre dont nous avons tous besoin.

> L'ÉCONOMIE ET L'EMPLOI AU CŒUR DE NOTRE PROJET

* AN EKONOMIEZH HAG AN IMPLIJOÙ E-KREIZ HOR RAKTRES

En 50 ans, Douarnenez a perdu 20 % de sa population. Le nombre de décès est supérieur à celui des naissances. Depuis 2020 et la période post-covid, nous constatons plus d'arrivées sur le territoire que de départs mais globalement nous subissons depuis des décennies un véritable déclin démographique et un vieillissement important de la population.

Cependant, Douarnenez reste un véritable bassin d'emplois (plus de 7500 emplois dont une bonne partie occupée par une population qui n'habite pas le territoire). Le tissu industriel emploie environ 1000 ouvriers et ouvrières, avec des revenus au SMIC ou à 1,15. **Le revenu médian par foyer douarneniste est de 22 000€/an.**

Le renouveau de notre ville passe par des mesures volontaristes, ambitieuses et originales en matière d'économie et d'emploi, en les combinant à une volonté politique en matière de mobilités (pour l'accès à ces emplois) et de logement (pour inciter à s'installer sur notre territoire).

Comment maintenir ces emplois, créer de nouveaux secteurs d'activité, encourager les porteurs de projet et attirer de nouveaux actifs ?

EN S'APPUYANT SUR NOS FORCES, NOS ATOUTS ET NOTRE IDENTITÉ :

- Douarnenez est un territoire de savoir-faire et qui a la chance de compter des **entreprises à forte notoriété** : conserveries, entreprises de haute technologie, réparation navale, artisanat d'art, métiers de l'audiovisuel… Nous devons permettre à ces entreprises de se développer et créer les conditions pour attirer de nouvelles activités.

- Les périodes de prospérité de Douarnenez sont étroitement liées à son ouverture à la **mer**, en inventant de toutes pièces des industries de pointe : hier par le commerce européen des voiles, plus récemment par le boum économique de l'industrie sardinière. C'est aujourd'hui encore un levier que nous devons actionner par la **remise en activité des friches portuaires, la modernisation des équipements portuaires, par le soutien aux nouvelles activités liées à la mer.**

- L'histoire de Douarnenez est aussi marquée par des exigences de justice sociale, de luttes pour la dignité et la prise en compte des oubliés des moments de prospérité ou de crise. C'est un élément fort de l'identité douarneniste. Notre vision de l'économie intègre ces valeurs. **Il ne peut pas y avoir de véritable progrès économique sans progrès social, sans justice sociale, sans une société, une ville où les gens veulent et aiment vivre, de manière suffisamment assurée, pérenne et sereine. Une économie viable, le « développement » économique réel et durable ne sont pas possibles sans une base sociale solide, *solidaire*, équilibrée, capable d'affronter collectivement les difficultés et les crises ?**

- **En renforçant les coopérations, la recherche de créativité et d'innovations, en nous inscrivant dans des projets d'avenir,** en lien avec la Communauté de Communes, nous nous appuierons sur le **conseil de développement de QCD** (Quimper Cornouaille Développement), lieu de réflexion et de prospective associant, milieux économiques, représentants syndicaux et associatifs.
- Avec les responsables d'entreprises et les partenaires institutionnels, **nous favoriserons la reprise et la transmission d'entreprise**, compte tenu de l'urgence liée à la pyramide des âges, des artisans notamment.
- Avec les collectivités partenaires (État, Région, Département), **nous agirons pour le désenclavement de notre territoire** : réflexion sur la mise en accessibilité, développement des mobilités actives, solutions d'intermodalités, aménagement numérique du territoire.

Dans les mandats précédents, l'absence de politique volontariste en matière économique a conduit au départ d'entreprises et d'emplois.

- Nous ferons vivre les réserves foncières pour l'installation des artisans et des entreprises sur notre ville. Nous le ferons avec transparence et équité pour répondre aux besoins de développement, tout en étant vigilants sur l'artificialisation des terres.
- Nous soutiendrons ou initierons des projets partenariaux porteurs pour favoriser l'innovation dans les secteurs du futur : les nouvelles énergies, les nouvelles industries agro-alimentaires liées à la terre et à la mer (comme la transformation des algues, les industries liées au nautisme de pointe).
- **Nous aiderons à** l'**installation de commerces en centre-ville** et dans les **quartiers** (plutôt que dans les ZI et ZA) (par le bail commercial solidaire). Et en particulier nous mobiliserons nos moyens d'aménagement urbain pour **redynamiser la centralité commerciale et touristique des Quais de l'Yser**, en optimisant la gestion des espaces, de circulation, de déambulation, de chalandise, de détente. Nous redonnerons à cet espace une dynamique de vie, sociale, commerçante, accueillante pour tout.e.s que l'on soit riverain, usager, visiteur maritime ou terrestre.

La qualité de notre environnement est un atout pour attirer de nouveaux actifs et développer de nouvelles activités : environnement naturel exceptionnel, richesse de notre patrimoine, vie culturelle et associative particulièrement féconde…

EN PROTÉGEANT NOTRE ENVIRONNEMENT :

Nous soutiendrons un tourisme respectueux de cet environnement, pour renforcer l'image d'un territoire équilibré où il fait bon vivre.

Nous développerons sur notre territoire l'économie circulaire : soutien aux filières de réparation, aux circuits courts de consommation, au recyclage des déchets.

Nous défendrons les projets économiques permettant de préserver la qualité des eaux de la baie ; en encourageant le développement d'une agriculture respectueuse de l'environnement : application véritable de la réglementation, protection des bassins versants par une politique active de reboisement, encouragement au développement de l'agriculture biologique.

En soutenant l'économie sociale et solidaire, garante du maintien du lien social de notre territoire : l'économie sociale et solidaire fait déjà partie de notre réalité. Constituée sous forme de coopératives, d'associations, de fondations ou d'entreprises sociales, elle représente 12,5 % de l'emploi local. Ces activités qui s'inscrivent au sein d'un projet social et politique fondé sur des valeurs permettant le « mieux être » et le « vivre ensemble » doivent être encouragées.

En renforçant les services aux quotidiens : le cadre de vie, l'accès au logement, à l'emploi, aux services publics, aux transports, aux loisirs, etc., sont des composantes

essentielles de l'attractivité d'un territoire. Situations géographique, économique, sociale… tout est lié.

Nous adapterons les services (fréquence des transports, garde d'enfants …) pour permettre aux salariés des entreprises de mieux concilier vie professionnelle et vie familiale.

Nous lutterons contre la dévitalisation du centre-ville en renforçant, en lien avec l'État, l'Opération de revitalisation de territoire (ORT), outil qui confère de nouveaux droits juridiques et fiscaux pour, notamment, mieux maîtriser le foncier avec un droit de préemption renforcé, favoriser la réhabilitation de l'habitat par une éligibilité au dispositif Denormandie dans l'ancien, possibilité de **suspendre au cas par cas des projets commerciaux périphériques…**

L'emploi dépend aussi de la **qualité des dispositifs d'insertion et du développement de formations** qualifiantes en lien, avec les attentes des entreprises, artisans, commerçants, collectivités et services publics, de notre bassin d'emploi et avec les organismes de formation du Finistère et de la Région Bretagne.

Nous expérimenterons une démarche « territoire zéro chômeur de longue durée ». Cette expérimentation tend à adapter les emplois aux personnes autant que les personnes aux emplois, tout en prenant en compte les besoins des populations. Elle propose à toutes les personnes privées d'emploi, un emploi adapté à leurs savoir-faire, à temps choisi, en développant et finançant des activités utiles et non concurrentes des emplois existants pour répondre aux besoins des divers acteurs du territoire : habitants, entreprises, institutions.

L'allongement de l'espérance de vie est une chance mais c'est aussi un défi. Il convient de mieux prendre en compte les besoins de nos aînés et des personnes en situation de handicap.

Nous soutiendrons l'offre de services de maintien à domicile et d'hébergement en anticipant les différents services, modes d'accompagnement et de prise en charge, adaptés aux multiples profils.

> ÉNERGIES, MAÎTRISE ET ÉCONOMIE

* ENERGIEZHIOÙ, MESTRONI HAG ESPERN

Parce que la question énergétique est cruciale dans la lutte contre le changement climatique, nous devrons réinventer ensemble une ville énergétiquement sobre.

Cette perspective se retrouve dans tous les aspects de notre politique communale :

- favoriser la **polyculture locale** pour nous alimenter, c'est se passer du transport international de marchandises par cargos, avions et camions.
- garantir un système optimal de **transports en commun**, gratuit à l'usage, aux horaires adaptés, desservant tous les quartiers, c'est permettre de limiter la place de la voiture en ville.
- **repenser la voirie** pour permettre un usage serein du **vélo** par tout·es et partout, c'est diminuer notre dépendance au pétrole.
- assurer une liaison en car régulière avec les villes voisines, en partenariat avec la Région, notamment pour les trajets domicile-travail.
- **reboiser**, et **protéger les arbres** en ville en luttant contre l'étalement urbain et l'imperméabilisation des sols.
- **renaturer les espaces urbains : cours d'écoles, établissements publics, stationnement, etc...**
- **engager une grande rénovation de l'isolation thermique** des bâtiments publics et en particulier des écoles et de la MJC et de nos habitations.
- développer **l'économie circulaire**, le réemploi, la réparation, c'est économiser l'énergie nécessaire à la production de biens manufacturés, c'est lutter contre le transport de marchandises, c'est diminuer notre dépendance au pétrole.

Parce que **même les énergies « non-carbonées » ont un impact environnemental**, nous devrons être vigilants dans les choix que nous ferons : la fabrication d'un panneau photovoltaïque en Chine nécessite beaucoup d'énergie provenant de centrales à charbon fortement émissives de $C0^2$; même s'il sert à capter une énergie renouvelable, ce panneau solaire a une empreinte carbone énorme, due au rejet de gaz à effet de serre qu'il aura causé et qu'il causera pour être recyclé.

Pour une véritable transition énergétique, la priorité est donc de réduire nos consommations tout en conservant un même degré de confort.

Nous œuvrerons donc pour :

- **Optimiser l'éclairage public, en poursuivant la rénovation** des lampadaires et leur remplacement par des LED, en installant des **capteurs de présence** et en améliorant la **programmation des plages d'éclairage** pour assurer la sécurité des déplacements et le respect de la trame noire. **Ce sont des économies substantielles mobilisables** sur d'autres postes.
- **Rétablir le fonctionnement de l'éclairage public** pour assurer les déplacements en sécurité le soir et pendant les événements nocturnes.

- Inciter voire obliger, par arrêté municipal, les commerçants à éteindre leurs enseignes la nuit.
- Réaliser un diagnostic général des consommations énergétiques du parc public, pour lancer un plan de **réduction des consommations**, c'est un devoir d'exemplarité et de **maîtrise de la dépense publique.**

- encourager les opérations d'amélioration de l'habitat privé, sous l'angle énergétique notamment, en tenant compte de la qualité architecturale. Pour cela, nous renforcerons le travail de la Communauté de communes pour l'accompagnement des propriétaires dans **les démarches financières pour la rénovation thermique des bâtiments**.

- assurer un **débat démocratique** sur les orientations énergétiques de notre ville au sein de la **commission extra-municipale de veille écologique**, où citoyen.ne.s, associations, élu.e.s arbitreront les décisions en fonction d'objectifs de réduction des émissions de carbone.

Nous auditerons le contrat de transfert de l'éclairage public au SDEF (Syndicat Départemental d'Électrification et d'Énergie du Finistère) avec la volonté de reprendre en régie municipale ce service essentiel à la population et à fort impact budgétaire.

> SPORT ET NAUTISME POUR TOUTES ET TOUS
* SPORTOÙ HA MERDEIÑ EVIT AN HOLL

Les activités sportives et nautiques contribuent au rayonnement du Pays de Douarnenez. Notre politique s'inscrira dans un **Projet Sportif Territorial** élaboré en concertation avec les clubs et les associations par le dialogue avec les sportifs, bénévoles, éducateurs et dirigeants.

Nous veillerons à :

- promouvoir des pratiques pour tous les âges et tous les budgets,
- porter une attention aux scolaires (équipements, organisation des activités),
- encourager la pratique sportive des personnes en situation de handicap,
- accueillir les nouvelles disciplines et prendre en compte les activités non-licenciées,
- subventionner les clubs dans la transparence, prendre en compte leur implication dans l'animation locale,
- choisir des équipements et des modes d'entretien respectueux de l'environnement,
- rechercher la mutualisation des structures et des moyens à l'échelle de la Communauté de communes.

Nous réaliserons un audit complet des installations existantes pour définir en concertation les évolutions possibles de chaque équipement.

Mais d'ores et déjà, nous constatons la **déficience totale** et la **vétusté indécente des équipements destinés à la pratique de l'athlétisme**, porte d'entrée de tous les sports, mais aussi du Rugby (DRAC), du Club de Tir, des Semelles Douarnenistes, etc... Avec tous les usagers du **Stade de Lesteven**, Associations et Clubs sportifs, établissements scolaires, riverains, en attente de réhabilitation de cet espace sportif majeur, **nous construirons un projet, à l'échelle du mandat**, pour que les pratiques sportives essentielles puissent être enseignées et valorisées pour tous les âges et en particulier pour la pratique sportive scolaire. Un tel projet pour notre territoire pourrait faire cohabiter espaces sportifs, aires de jeu et habitat.

1- UN AVENIR MARITIME POUR DOUARNENEZ.
UN DAZONT WAR-ZU AR MOR EVIT DOUARNENEZ

Nos trois ports – ou plutôt nos quatre ports, en comptant le Port-Musée – ont fait la richesse, la culture et une bonne part du patrimoine de la ville, et ils constituent encore un trésor sur lequel nous pouvons nous appuyer pour l'avenir.

2- LE BASSIN DE PÊCHE ET LE FLIMIOU
AR PORZH PESKETA HAG AR FLIMIOU

Nous accompagnerons et soutiendrons l'évolution de ces ports pour y développer l'activité professionnelle aussi bien que la plaisance.

En travaillant à améliorer les équipements et les services disponibles, nous pourrons les orienter vers les activités qui apportent le plus à la ville et à son territoire. Tous les acteurs et usagers professionnels, mais aussi les associations et les plaisanciers pourront contribuer à cette évolution. Elle se fera en partenariat avec le SMPPP et la région en charge de l'aménagement du territoire et de l'environnement, le développement économique et la gestion des programmes européens.

Nous veillerons à ce que soient remis en place des moyens de manutention adaptés au Flimiou, où le slipway est en passe d'être démantelé, et où l'élévateur prévu tarde à être financé.

Nous repenserons l'usage du bassin en eaux profondes du Rosmeur (« port de pêche »), ainsi que le terre-plein voisin, en étudiant un usage mixte des lieux, uniquement dévolus jusqu'ici à la pêche (avec moins de navires, de moindre taille, elle demande moins d'espace qu'auparavant) et au commerce (le ravitaillement de la station de carburant n'est plus effectué par un navire pétrolier, ce qui libère également l'espace nécessaire à ses manœuvres). Nous envisagerons son ouverture partielle à la plaisance (pontons dans la partie Sud du bassin, établissement d'un port à sec « à la carte », pour les petites unités d'utilisation ponctuelle…).

En multipliant les utilisations de ces équipements portuaires et de cette zone, y ramener les habitants et les visiteurs, y compris en encourageant de nouvelles activités sur place notamment dans la partie inutilisée de la criée (commerces, restauration, services). Les espaces bâtis non occupés pourront accueillir des activités innovantes liées à la mer.

Nous étudierons aussi, en lien avec les armateurs intéressés, la possibilité d'un accueil spécifique pour les voiliers professionnels armés « au charter » (projets de navigation socio-éducatifs, embarquement d'équipiers payants) et au transport de fret décarboné.

3- LE PORT-RHU : POUR UN NOUVEL ESPACE DE VIE NATURELLE, ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

AR PORZH-RHU : EVIT MA VO UR SPAS NATUREL, EKONOMIKEL HA SOKIAL NEVEZ

Le développement d'un accueil de navires professionnels ou de loisirs dans le bassin en eaux profondes du Rosmeur et sur une partie du terre-plein, aujourd'hui sans utilisation industrielle, pourrait permettre, également, de réduire progressivement l'emprise des pontons dans la ria du Port-Rhu, qui pourrait (en commençant par l'amont) être débarrassé d'une bonne partie de ces équipements, dont l'impact visuel et environnemental est très lourd.

Les enjeux économique, écologique et d'usage de cette zone portuaire mais également de la Ria urbaine, sont nombreux et interdépendants. L'hydrologie du site artificiellement modifiée dans les années 90, aggrave son envasement au point de remettre en cause sa capacité et sa sécurité d'accueil. Nous devrons réfléchir à l'avenir de ce site et mettre en œuvre les solutions les plus pertinentes pour que le Port-Rhu reste un lieu vivant, convivial, utile et la colonne vertébrale de la Cité.

4- UNE PLAISANCE OUVERTE À TOUTES ET TOUS

AR BAGEAL D'AN HOLL

Nous soutiendrons et encouragerons des pratiques de la plaisance et des activités nautiques populaires, collectives, à faible impact environnemental.

Nous soutiendrons **l'éducation nautique**, à commencer par cet outil formidable qu'est le **Centre Nautique Municipal**, mais aussi à travers les associations de navigation et d'éducation maritime et à l'environnement.

Nous encouragerons **les projets de navigation associative, sociale, inclusive**, la plaisance légère à la voile et à l'aviron. Nous veillerons à pérenniser et développer l'accueil des classes de mer et autres groupes de jeunes.

Nous favoriserons l'accès à toutes et tous à la pratique de la voile sportive et de loisir, avec des tarifs adaptés aux revenus des foyers concernés et des approches pédagogiques adaptées, et bien sûr à travers la pratique de la voile scolaire - pourquoi pas avec de nouveaux supports collectifs adaptés ?

Nous veillerons que tous grands évènements nautiques bénéficiant de subventions municipales s'ouvrent à tous les Douarnenistes, y compris les plus modestes.

Nous veillerons à ce que nos ports soient accueillants pour celles et ceux qui y travaillent, pour leurs usagers en escale ou à l'année, et pour celles et ceux qui y vivent.

5- LE PORT-MUSÉE, UN TRÉSOR À REDÉCOUVRIR ET À VALORISER
AR PORZH-MIRDI, UN TEÑZOR DA ADDIZOLOIÑ HA DA DALVOUDEKAAT

Nous accompagnerons l'évolution nécessaire et la refonte du Port-Musée municipal, dont les activités et les collections ont trop longtemps été dédaignées.

La réduction progressive de la flotte des navires historiques à flot, inéluctable en l'état actuel, nous invite à revoir les orientations de conservation et de médiation vis-à-vis du public et des chercheurs. **La collection du Port-Musée est un trésor unique en Europe :** ce trésor doit donc être le support d'un nouvel élan pour le Port-Musée, qui demeure l'un des sites touristiques culturels les plus visités du département… et une vitrine pour la ville.
Pour toucher un public renouvelé, il faudra repenser la présentation des collections permanentes, revoir la mise en valeur des réserves, développer une offre d'expositions temporaires aujourd'hui quasi à l'arrêt, assurer un meilleur fonctionnement du musée comme outil au service des étudiants et des chercheurs, à commencer par la documentation (archives et études sur les navires de la collection).

Pour l'avenir du Port-musée, nous explorerons toutes les options possibles, y compris l'évolution de son statut : création d'un EPCC, soutien d'autres structures (Musée de la Marine de Paris), y compris européennes, etc... Toutes les solutions envisageables seront étudiées pour le devenir, y compris financier, du Port-Musée.

La collection à flot municipale se réduit, mais il est possible de développer l'accueil de navires historiques et d'intérêt patrimonial. Utiliser les équipements disponibles pour maintenir ainsi une flottille du plus haut intérêt pour les visiteurs, à moindres frais, assurera l'attractivité touristique du Port-Rhu, et entraînera une activité accrue pour les professionnels des chantiers locaux, les services nautiques associés et les marins. Cette flottille pourrait être accueillie aux estacades du Port-Rhu, que nous proposons en outre de rouvrir au public librement - seul l'accès des visiteurs aux navires visitables du musée faisant alors l'objet d'un contrôle des billets.

6- UNE CULTURE MARITIME ET NAVALE PARTAGÉE
UR SEVENADUR MOR HA BAGEAL DA RANNAÑ

Nous travaillerons à faire fructifier l'extraordinaire vivier de compétences, de savoir-faire, et d'énergies, constitué autour des projets et des associations qui font vivre notre culture maritime et navale - moderne et traditionnelle. C'est là un véritable **écosystème,** que nous envient nos visiteurs du monde entier.

Musée, chantiers navals, marins professionnels, associations fortes de centaines de bénévoles, centre de formation dédié aux savoir-faire de la construction nautique traditionnelle et du nautisme, centre de voile, événements nautiques au rayonnement mondial… autant de fleurons qui permettent de faire vivre un rapport particulier à la mer, aux bateaux, à la navigation, exceptionnels. Que l'on navigue ou non, celui-ci finit par sembler tout naturel, mais on en perçoit le prix en parlant avec des visiteurs venus de lieux où le rapport à la culture et aux pratiques populaires de la mer a été sacrifié au seul tourisme balnéaire.

On en perçoit aussi aujourd'hui la fragilité, après des décennies de désintérêt progressif de la part de la ville.

Nous inviterons donc les actrices et les acteurs de ce domaine, associations et professionnels, à nous présenter leurs projets, pour les soutenir et les accompagner. Nous nous pencherons annuellement, avec eux, sur les résultats de cette politique en veillant à ce que les moyens soient affectés en priorité aux projets de qualité ouverts au plus grand nombre.

Nous soutiendrons l'organisation des *Fêtes maritimes* et autres événements nautiques populaires et patrimoniaux, qui réunissent de nombreuses habitantes et habitants de la région, ainsi que des publics venus de toute l'Europe, et au-delà. Outre leurs retombées immédiates, leur développement fera bénéficier la ville d'une visibilité et d'une image positive, auprès des visiteurs comme au sein de notre population.

7- PAS DE TAPIS ROUGE POUR LES PAQUEBOTS DE CROISIÈRE !
TAPIS RUZ EBET D'AR MORDREIZHERIOÙ BALE !

Nul ne doit être découragé de venir en escale à Douarnenez, mais le principe d'ouverture de notre port - le visage accueillant et bienveillant que notre ville présente à ceux qui viennent du large - ne nous oblige pas pour autant à chercher à développer à tout prix l'accueil des grands navires de croisière - une activité néfaste, contraire à notre vision sociale et environnementale, et qui n'apporte pas grand chose à la ville.

> TOUTES VOILES DEHORS POUR LES CULTURES !

* DEOMP WAR-RAOK EVIT AN HOLL SEVENADURIOÙ !

CONSTAT

STAD AN TRAOÙ

À Douarnenez, la culture est omniprésente : dans les quartiers, sur les ports, dans la rue, dans les salles, [dans les galeries, dans les institutions publiques et scolaires]. Elle nourrit une grande part de la vie de notre ville, à travers tous les types d'activités artistiques : cinéma, musique, photographie, théâtre, arts plastiques, danse, littérature…

L'activité et la création artistiques sont profondément constitutives de l'identité particulière de notre ville. La revendiquant comme un droit pour tout·es et en l'exerçant comme une part essentielle de leur existence, les Douarnenistes vivent et créent la culture, dans sa diversité, son ouverture et sa singularité.

Les acteurs qui la font vivre, ce sont d'abord les artistes eux-mêmes, mais aussi les associations, les acteurs économiques (le Pôle Audiovisuel, les galeristes, les libraires, les festivals…), les acteurs sociaux (MJC-Ty an Dud, Maison solidaire de Kermarron…), les enseignants, le public, les amateurs, les bénévoles …

Les lieux où elle vit et se manifeste, ce sont les écoles, le Centre des arts, la Médiathèque, le Port-Musée, les galeries, la rue, les Plomarc'h, les salles existantes de Douarnenez Communauté, les deux cinémas, l'Auditorium…

LES LIGNES DE FORCE D'UNE POLITIQUE CULTURELLE À DOUARNENEZ :

NERZHIOÙ UR POLITIKEREZH SEVENADUREL E DOUARNENEZ :

Objectif :

La culture doit tisser les liens entre les habitants, entre les communes de l'intercommunalité ; elle doit permettre d'expérimenter, de comprendre, de s'ouvrir à l'autre et sur le monde. C'est donc elle aussi qui peut contribuer à vivifier et développer l'économie de Douarnenez, à faire rayonner la ville, à confirmer et accroître son attractivité.

Méthode :

Le rôle d'une politique culturelle municipale et communautaire est donc d'apporter le plus grand soutien aux professionnels, aux associations, aux institutions et aux publics qui font vivre la culture, de leur donner reconnaissance et visibilité ; d'écouter, d'abord, de reconnaître la compétence et l'expertise des acteurs, de concerter, puis de définir ensemble les actions à mener à court, moyen et long terme.

Stratégie :

La puissance publique doit être un facilitateur, tout en traçant un cadre qui rappelle l'intérêt général et incite à la diversification de l'activité et de l'expression culturelles dans les quartiers, les communes… Dans la perspective de la puissance publique, la culture ne peut être totalement déconnectée de l'économie et du social.L'échelle de la politique culturelle doit être celle de Douarnenez Communauté.

Enjeu :

il s'agit de faire réfléchir et de faire travailler ensemble les acteurs culturels, en partenariat, pour qu'ils créent leur cadre de gouvernance.

LES PERSPECTIVES DE NOTRE MANDAT :
AR PEZH A WELOMP EVIT HOR RESPET

Quelle est la bonne échelle ?

Le territoire de Douarnenez Communauté dispose d'équipements polyvalents nombreux et propose une offre culturelle riche et diversifiée, portée par des acteurs empreints des réalités et des attentes de leurs communes. Le territoire est foisonnant d'idées et d'énergie.

Pour autant, ce potentiel pourrait s'enrichir encore de liens plus étroits, de réseaux plus denses, de partages plus larges et de financements mieux adaptés.

Un portage des politiques culturelles à l'échelle communautaire aurait du sens, celui du partage, d'une plus large diffusion des offres culturelles, d'un meilleur rayonnement de notre richesse d'expression et celui de la cohésion, de l'échange et de l'accessibilité pour toutes et tous.

Mais nos réalités politiques font obstacle à une telle réflexion :

Tout d'abord par la perte de confiance des communes au cours du mandat qui se termine et l'incapacité à raisonner dans le sens de l'intérêt communautaire et de l'intérêt des habitant·es.

Une autre dimension s'ajoute en plus à ce premier constat, c'est le rôle même de la structure communautaire. Les élus des communes vont s'en saisir sans avoir construit ensemble un projet commun. Ils vont devoir apprendre à se connaître, à découvrir l'ampleur des tâches et des responsabilités que l'on attend d'eux. Ils vont s'investir sans compter dans l'ensemble des compétences déjà portées par DzCo. Elles sont nombreuses et lourdes et ils ne seront que 26 à les porter, alors que 90 élus municipaux s'occupent de plus grand chose.

Disproportion énorme, portée par la volonté du législateur et de l'État de maîtriser et minimiser le rôle des élus locaux. Alors, rajouter, aujourd'hui la compétence Culture dans le périmètre communautaire serait déraisonnable. Mais le mandat municipal à venir doit s'attacher à développer les liens, renforcer le partage, essaimer les énergies et les projets sur tout notre territoire. Notre rôle de citoyen sera aussi de se saisir des futures échéances électorales (Législatives, Sénatoriales, Présidentielles) pour exiger plus de démocratie dans l'élection des conseils communautaires (suffrage universel), plus d'équité, plus de respect des élus, plus de moyens.

Un audit de l'existant :

Pour évaluer les besoins urgents des artistes, des acteurs culturels, des associations et des habitants, et la capacité d'accueil de tous les espaces du territoire et leur possible adaptation à un usage culturel et artistique.

UN PRINCIPE CARDINAL : LA SANCTUARISATION DES SERVICES PUBLICS CULTURELS

UR BENNAENN A-BOUEZ : GWAREZIÑ SERVIJOÙ PUBLIK AR SEVENADUR

La création d'un espace de concertation et d'un espace de travail (type coworking) : pour faire du lien entre les acteurs de la vie culturelle et artistique. L'agent municipal en charge des associations sera un pivot entre les acteurs associatifs/culturels et les élus, les services municipaux et les lieux et institutions. Le service culturel actuel évoluera vers un véritable service de médiation culturelle.

L'amélioration de l'articulation entre les acteurs associatifs et les services municipaux, voire entre les services municipaux eux-mêmes, pour plus de souplesse dans l'action. En tenant compte du cadre contraignant du service administratif, réflexion sur le lieu et sur les personnels mis à disposition.

Le soutien inconditionnel à **l'option Cinéma et Audiovisuel** du lycée Jean-Marie Le Bris et à son extension nouvelle en BTS audiovisuel (unique filière post-bac à Douarnenez).

Le soutien inconditionnel au **Pôle Audiovisue**l, à son implantation à Pouldavid et aux conditions de son rayonnement dans toute la Cornouaille.

Le soutien Inconditionnel à la MJC, à la Maison Solidaire de Kermarron, aux locaux Rock, au Centre des Arts, au Port-Musée, au Festival de Cinéma, à Temps Fêtes et aux associations nombreuses qui œuvrent et offrent des accès aux cultures du Monde, aux cultures des Peuples.

L'incitation et le soutien au développement des pratiques culturelles et artistiques dans les lieux communs (quartiers, places, parcs, chapelles…), au déplacement inter-quartiers et inter-communes (navettes). L'objectif : diffuser la vie culturelle, créer du lien, être initiateur et créateur de sa propre culture et faciliter toutes les conditions d'accessibilité à tout.e.s.

Le lancement d'études et de recherche pour une salle de Spectacle, un tiers lieu pour une Maison des Associations, une Maison du Peuple (ex : Chancerelle, ZI Pouldavid…), le plus pertinent dans l'espace, dans ses fonctions et dans son statut, pour croiser les compétences et les envies : lieu de travail, de spectacle, de stockage, de diffusion, lieu intermédiaire et de rencontre. Un espace suffisamment ouvert pour être modulable.

Nous assurerons le maintien en sécurité, par le clos et le couvert, de notre patrimoine religieux.

> YEZH HA SEVENADUR BREIZH ER VRO

* LANGUE ET CULTURE BRETONNES SUR NOTRE TERRITOIRE

(en français à la suite)

Gant an UNESCO eo bet renket ar brezhoneg, evel an holl yezhoù « rannvroel » all eus Frañs, e-barzh ar rummad en arvar bras da vont da get. Mallus-kenañ eo. E-korf ur c'hantvedad eo digresket a-galz an niver a dud gouest da gomz : muioc'h eget ur milion a oa e fin ar Brezel bras, war-dro 100 000 hiziv (sontadeg TMO Rannvro Breizh 2024).

Met n'eo ket tonket an traoù, evel pep tra ez eo un afer youl bolitikel, e Douarnenez evel e lec'h all. Yezh ha sevenadur Breizh zo lañs ganto en hor c'horn-bro : dañsoù Breizh, atalieroù kanañ, sevenadur Douarnenez, ar brezhoneg… Ur startijenn boblek lañsus a zo abaoe un nebeud bloavezhioù ha danvez zo da gaout muioc'h en amzer da zont. Koulskoude ez eo treut ar peuriñ kostez ar politikerezh. Ar muianiver a-vremañ en deus kadarnaet live 2 ar garta ya d'ar brezhoneg, ar pezh a lak ac'hanomp er memes live hag e... 2008 ! Diaes eo lavaret ez eus bet graet araokadennoù meur neuze. Ha lod deuzouto zo bet graet a-drugarez da dilennidi an tu enep, evel da skouer lakaet divyezhek logo an ti-kêr.

Soñjal a ra da DOUARNENEZ KENGRET eo poent bras cheñch penn d'ar vazh ha mont war-zu ur gwir bolitikerezh yezh evit diorren plas ar brezhoneg, lakaat anezhañ war wel ha neuze reiñ tu da implijout anezhañ.

SETU HON ENGOUESTLOÙ :
NOUS NOUS ENGAGEONS À :

Souten hentenn divyezhek publik hor c'humun, o sevel da skouer ur c'houlzad kelaouiñ evit lakaat war wel spletoù an divyezhegezh (en *Dz Mag* paneveken), ur wech da vihanañ e-doug ar respet.

Souten krouidigezh un hentenn divyezhek all war dachenn Douarnenez-Kumuniezh, lec'h ma vo goulennet, ha reiñ harp d'an dilennidi, d'ar c'hevredigezhioù, d'an annezidi.

Diorren an tañva d'ar brezhoneg evit ar vugale e skolioù ar c'hentañ derez. Ma 'z eus eus an dra-se dija, n'eo nemet evit un nebeud klasadoù.

Lakaat e plas ar muiañ a draoù posupl kinniget gant ar garta y*a d'ar brezhoneg*. Ma vo start tizhout al live 3 evit poent (ret eo kaout div hentenn divyezhek war dachenn ar gumun) abalamour d'an niver a skolidi en holl, n'eus netra a vir ouzhomp da lakaat e plas muioc'h a oberoù. Ar garta n'eo nemet ur voestad ostilhoù, n'eo ket ar pal.
Divyezhekañ en un doare reoliek an holl banelloù nevez pe pa vez erlec'hiet reoù gozh (skritelloù, panelloù straed…) ; hag ivez divyezhekañ pedadennoù ofisiel an ti-kêr.

Skrivañ ur pennad e brezhoneg e-barzh an *Dz Mag* ouzhpenn an edito divyezhek.
Kenderc'hel gant ar c'hentelioù brezhoneg e Douarnenez-Kumuniezh evit an implijidi a fell dezho deskiñ.

Souten intrudu ar c'hevredigezhioù hag an dud evit pezh a sell ouzh yezh ha sevenadur Breizh.

Envel un dilennad·ez e-karg eus ar brezhoneg, fiziet e vo ennañ pe enni ar gefridi da heuliañ penaos e vo lakaet e pleustr hon holl engouestloù evit gwellaat plas ar brezhoneg e Douarnenez.

> LANGUE ET CULTURE BRETONNES SUR NOTRE TERRITOIRE

* YEZH HA SEVENADUR BREIZH ER VRO

L'UNESCO a classé la langue bretonne, comme toutes les autres langues «régionales» de France, en grave danger d'extinction. L'urgence est là.
En un siècle le nombre de locuteurs du breton s'est effondré : un peu plus d'un million au tournant de la Grande guerre, autour de 100 000 aujourd'hui (sondage TMO Région Bretagne 2024).

Mais ce n'est pas rédhibitoire, tout est une question de volonté politique, à Douarnenez comme ailleurs. La langue et la culture bretonnes ont le vent en poupe sur notre territoire : danses, chants, culture locale, langue bretonne… Le dynamisme populaire est là depuis plusieurs années et tend à se développer encore. Du point de vue politique, la soupe est encore un peu maigre. La majorité actuelle a signé le niveau 2 de la charte ya d'ar brezhoneg, ce qui nous permet d'être au même niveau qu'en… 2008 ! Difficile de ce fait de parler d'avancées significatives. Et certaines avancées l'ont été grâce aux élus de l'opposition, notamment la transformation bilingue du logo de notre ville.

DOUARNENEZ SOLIDAIRE considère qu'il faut changer de braquet et tendre à une véritable politique linguistique pour développer la place et la visibilité du breton et ainsi donc favoriser son usage.

NOUS NOUS ENGAGEONS À :
SETU HON ENGOUESTLOÙ :

Soutenir la filière bilingue publique de notre commune, à l'école François Guillou, en passant notamment par une campagne de promotion du bilinguisme (*Dz Mag* par exemple) pendant le mandat.

Soutenir la création d'une autre filière bilingue sur le territoire de Douarnenez Communauté, là où la demande sera présente, en soutien des élus, des associations, des habitants.

Développer l'initiation au breton pour les enfants des écoles primaires. Si celle-ci existe déjà, ce n'est que pour quelques classes.

Appliquer le plus d'éléments possibles de la charte *Ya d'ar brezhoneg*. Si le niveau 3 est difficilement atteignable pour le moment (il faut deux filières bilingues sur la Ville) au regard de la population scolaire actuelle, rien ne nous empêche de mener plus d'actions. La charte n'est qu'un outil, pas une fin en soi.

Appliquer un bilinguisme systématique dans toutes les nouvelles signalétiques et lors des remplacements d'affichages (pancartes, panneaux de rues, etc.) ; et également dans les invitations officielles de la Ville.

Compter un article en breton dans le *Dz Mag* en plus de l'édito bilingue.

Poursuivre les cours de breton à Douarnenez Communauté pour les agents qui le souhaitent.

Soutenir les différentes initiatives des associations et habitants ayant trait à la langue et la culture bretonnes.

Compter parmi les élus du conseil municipal un ou une référente langue bretonne qui sera en charge de superviser l'application de l'ensemble de nos engagements pour améliorer la visibilité de la langue bretonne.